

RAPPORT ANNUEL

20

25



COMMISSION DE  
L'OCEAN INDIEN

Ce rapport annuel été réalisé par l'Unité de Communication de la Commission de l'océan Indien.

#### **DIRECTION ÉDITORIALE**

Unité communication

#### **RÉDACTEURS PRINCIPAUX**

Célia Lebon, Catherine Mermera, Gilles Ribouet

#### **CONTRIBUTEURS**

Bryan Chung Kai To, Klervi Congard, Vicky Cushmajee, Jean-Sébastien Josset, Lina Laurence, Innocent Lalao Miada, Vidur Ramdin, Mihary Randrianarivelo, Zoniaina Razafinarivo, Nirina Razafintsalama, Ziyaad Sahabun

#### **CRÉATION GRAPHIQUE**

Mise en page par Dandelion sur financement de l'Union européenne et de l'Agence française de développement à travers le programme COI Horizon 2030

#### **ILLUSTRATIONS / PHOTOS**

Banque d'images de la COI et de ses projets, sauf mention contraire indiquée directement sur les visuels.

Toute reproduction, intégrale ou partielle, faite par quelque procédé que ce soit, doit obtenir l'aval du Secrétariat général de la Commission de l'océan Indien.

Toute mention d'un article ou d'un extrait de cette publication doit indiquer clairement la référence « Commission de l'océan Indien, Rapport annuel 2025, juin 2026 ».

©Commission de l'océan Indien, juin 2026

## À PROPOS DE CE RAPPORT

Ce rapport raconte une année d'actions, de coopération et d'engagement au service de l'Indianocéanie. Réalisé par l'Unité de communication de la Commission de l'océan Indien, il met en lumière les initiatives menées en 2025.

Sans chercher à tout couvrir, il propose une lecture claire des avancées concrètes obtenues sur le terrain, des capacités renforcées et des partenariats mobilisés. Des contenus complémentaires permettent d'aller plus loin pour celles et ceux qui souhaitent approfondir.

Organisé autour des priorités du Plan de développement stratégique, ce document montre comment la coopération régionale contribue, jour après jour, à renforcer la résilience régionale, soutenir le développement durable, favoriser l'épanouissement humain et consolider l'action collective.

Pour toute information ou suggestion : [communication@coi-ioc.org](mailto:communication@coi-ioc.org)

# SOMMAIRE

PRÉFACE DE M. EDGARD RAZAFINDRAVAHY SECRÉTAIRE GÉNÉRAL .....	6
<b>PRÉSENTATION INSTITUTIONNELLE .....</b>	<b>8</b>
LA COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN EN 10 POINTS CLÉS .....	9
TEMPS FORTS 2025 .....	12
HOMMAGE .....	14
DOMAINES D'INTERVENTION .....	16
LES PROJETS EN 2025 .....	18
<b>AXE 1 RÉSILIENCE, PAIX &amp; SÉCURITÉ .....</b>	<b>22</b>
<b>AXE 2 DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE INTÉGRÉ, DURABLE ET INNOVANT .....</b>	<b>36</b>
<b>AXE 3 ÉPANOUISSEMENT HUMAIN ET INCLUSIVITÉ .....</b>	<b>52</b>
<b>AXE 4 ARCHITECTURE INSTITUTIONNELLE ET PARTENARIALE RENFORCÉE .....</b>	<b>60</b>

ADMINISTRATION ET FINANCES .....	71
ORGANIGRAMME .....	72
RESSOURCES HUMAINES .....	74
AUDIT INTERNE .....	77
GESTION DES RISQUES .....	80
BUDGET ET FINANCES .....	83
PASSATION DE MARCHÉS .....	87
REMERCIEMENTS .....	88
GLOSSAIRE .....	89



# PRÉFACE DE M. EDGARD RAZAFINDRAVAHY, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

L'Indianocéanie est une région d'opportunités, mais aussi de défis. Nos îles partagent des vulnérabilités communes face aux changements climatiques, aux risques sanitaires, aux pressions sur les ressources naturelles, ainsi qu'aux transformations économiques et technologiques. Dans ce contexte, la coopération régionale n'est pas un choix : elle est une nécessité.

C'est précisément la mission que poursuit la Commission de l'océan Indien depuis sa création. En 2025, cette coopération s'est une nouvelle fois traduite par des actions concrètes au service des populations de la région.

Ce rapport annuel témoigne de la diversité et de la portée des initiatives mises en œuvre aux côtés de nos États membres et de nos partenaires.

Face aux risques climatiques et aux catastrophes naturelles, les programmes régionaux ont permis de consolider les systèmes d'alerte précoce, de renforcer la gestion des crises et d'améliorer la préparation des États. Dans le domaine de la santé, la coopération entre les pays s'est poursuivie afin de mieux anticiper les menaces épidémiques et de renforcer la sécurité sanitaire régionale, selon l'approche intégrée One Health.

La sécurité alimentaire est une priorité stratégique pour l'Indianocéanie. En 2025, des avancées ont été réalisées à travers le PRESAN, avec une mobilisation accrue des partenaires et la dynamique de mise en place d'un espace agricole commun, levier de structuration des filières et de développement des échanges régionaux. L'objectif est de renforcer la souveraineté alimentaire et la résilience des systèmes alimentaires.

La sécurité maritime constitue un autre pilier essentiel de l'action régionale. À travers le renforcement de l'architecture régionale de sécurité maritime, le développement des capacités de surveillance et les actions coordonnées de lutte contre les trafics en mer, la coopération régionale contribue à protéger les routes maritimes, à sécuriser les espaces marins et à préserver les ressources dont dépendent les économies insulaires.

L'année a également été marquée par des avancées importantes dans la promotion d'une économie bleue durable et innovante. La gestion responsable des ressources halieutiques, la lutte contre la pollution plastique, la protection des écosystèmes marins et côtiers, ainsi que le développement de solutions d'économie circulaire illustrent l'engagement de la région à concilier développement économique et préservation de notre capital naturel.

Au-delà de ces actions, la COI continue de placer l'humain au cœur de son engagement. La jeunesse, les chercheurs, les experts, les entrepreneurs, les artistes et les journalistes sont autant d'acteurs engagés qui contribuent à façonner l'avenir de l'Indianocéanie. Les initiatives visant à renforcer les capacités, à soutenir l'innovation et à encourager la participation des jeunes témoignent de cette volonté de construire un développement inclusif et tourné vers l'avenir.

L'année 2025 a également été marquée par un renforcement de l'architecture institutionnelle de la Commission de l'océan Indien. La COI a poursuivi la modernisation de ses pratiques internes afin d'améliorer la transparence, la gestion des financements et le suivi des résultats. Cette dynamique contribue à renforcer la crédibilité de l'organisation et à porter la voix de l'Indianocéanie sur la scène internationale.

Les réalisations présentées dans ce rapport sont le fruit d'un engagement collectif. Je tiens à saluer l'implication des États membres de la Commission de l'océan Indien, le soutien constant de nos partenaires techniques et financiers, ainsi que le travail remarquable des équipes et experts mobilisés dans toute la région.

Je vous invite à découvrir, au fil des pages de ce rapport, les initiatives qui illustrent une conviction partagée : l'avenir de l'Indianocéanie se construit ensemble.



**LA COOPÉRATION  
RÉGIONALE N'EST  
PAS UN CHOIX :  
ELLE EST UNE  
NÉCESSITÉ.**

**C'EST PRÉCISÉMENT  
LA MISSION QUE  
POURSUIT LA  
COMMISSION DE  
L'Océan Indien  
DEPUIS SA CRÉATION.  
EN 2025, CETTE  
COOPÉRATION S'EST  
UNE NOUVELLE FOIS  
TRADUITE PAR DES  
ACTIONS CONCRÈTES  
AU SERVICE DES  
POPULATIONS DE LA  
RÉGION.**



# PRÉSENTATION INSTITUTIONNELLE

## LA COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN EN 10 POINTS CLÉS

### 1. LA COI, C'EST QUOI ?

La Commission de l'océan Indien (COI) est la seule organisation régionale d'Afrique composée exclusivement d'îles. Créée en 1982 par la Déclaration de Port-Louis, puis formellement établie en 1984 par l'Accord de Victoria, elle regroupe cinq États membres : l'Union des Comores, la France (au titre de La Réunion), Madagascar, Maurice et les Seychelles.

La COI met en œuvre des projets de coopération dans des domaines essentiels pour l'Indianocéanie, notamment la sécurité maritime, la culture, la protection de l'environnement, l'adaptation au changement climatique, la sécurité alimentaire ou encore la lutte contre la pollution plastique. Organisation de proximité au service de ses États membres, elle agit directement et indirectement pour améliorer durablement le bien-être des populations de la région.

### 2. QUI SONT LES OBSERVATEURS DE LA COI ET À QUOI SERVENT-ILS ?

Depuis 2016, la COI accueille des États et organisations internationales en tant qu'observateurs. Ont successivement accédé à ce statut : la Chine, l'Organisation internationale de la Francophonie, l'Ordre souverain de Malte, l'Union européenne, l'Inde, le Japon, l'Organisation des Nations unies et la Corée du Sud.

Cette ouverture traduit la reconnaissance du rôle stratégique de la COI dans l'océan Indien. Elle renforce le dialogue politique et facilite les coopérations techniques sur des sujets d'intérêt commun.

### 3. QUI DÉCIDE ?

Le Sommet des chefs d'État et de gouvernement définit les orientations politiques de long terme.

Le Conseil des ministres, instance décisionnelle suprême réunissant chaque année les ministres des Affaires étrangères, fixe les priorités stratégiques et décide des actions à mettre en œuvre.

## 4. OÙ EST BASÉE LA COI ?

Le Comité des officiers permanents de liaison veille, pour sa part, à la réalisation effective des décisions en coordination étroite avec le Secrétariat général.

Le Secrétariat général constitue l'organe exécutif de la COI. Il transforme les décisions politiques en programmes, projets et partenariats concrets. Depuis juillet 2024, il est dirigé par M. Edgard Razafindravahy.

Le siège de la COI est situé à Ébène, à Maurice. Ce choix a été arrêté dès la création de l'organisation en 1982. Par sa position géographique centrale dans l'océan Indien et son ouverture internationale, Maurice offre un environnement adapté au fonctionnement d'une organisation régionale telle que la COI.

En 2025, l'organisation rassemble 110 agents issus d'horizons variés, notamment des Comores, de La Réunion et de France, de Madagascar, de Maurice, des Seychelles, mais aussi de Belgique, du Burkina Faso ou encore d'Espagne, illustrant la diversité et l'ouverture qui caractérisent son action.

## 5. SUR QUELS SECTEURS LA COI AGIT-ELLE ET COMMENT ?

La COI agit dans plusieurs secteurs clés : santé, environnement, sécurité maritime et alimentaire, culture, pêche. Elle intervient via des projets régionaux, en mobilisant des ressources humaines et financières afin de faciliter les échanges d'expertise et d'agir de manière commune pour la région de l'Indianocéanie.

## 6. QUELLE EST SA VALEUR AJOUTÉE ?

La COI intervient lorsque la coopération régionale permet d'apporter des réponses plus efficaces aux défis communs que ne le ferait une action strictement nationale. En créant un espace de dialogue, en mobilisant des ressources et en coordonnant des projets concrets, elle offre aux États membres un cadre pour unir leurs forces, mutualiser leurs moyens et construire des solutions durables au bénéfice de toute la région.

Cette dynamique collective permet notamment d'élaborer des stratégies communes, de partager données et expertises, de mettre en œuvre des projets conjoints et de porter une voix unie dans les instances internationales. Chaque État membre garde sa souveraineté. La COI n'agit jamais à leur place.

## 7. COMMENT INTERVIENT LA COI ?

La COI agit en facilitant la coopération entre ses États membres afin de créer des synergies et de construire des liens durables au service des populations de l'océan Indien et au-delà. À titre d'exemple, en 2016, la COI a coordonné à Maurice une campagne de vaccination contre la fièvre aphteuse à travers la mobilisation de son réseau SEGA - One Health. Cette action a notamment permis l'acheminement de matériels et le déploiement d'une dizaine de vétérinaires malgaches en appui aux campagnes de vaccination. Ce schéma d'action, fondé sur la mutualisation des compétences et des ressources, s'applique à l'ensemble des projets de la COI, dont les maîtres mots sont : coopération, solidarité et efficacité.

## 8. OÙ SUIVRE LES ACTUALITÉS DE LA COI ?

La COI est présente sur plusieurs réseaux sociaux, publie des newsletters et dispose d'un site web. Le site web est alimenté par la publication régulière des actualités, communiqués, articles, appels à projets, appels à candidatures, appel à manifestations d'intérêts et autres informations sur l'organisation, ses projets et partenaires.

Facebook, LinkedIn, Instagram et X sont les principaux réseaux sociaux de la COI : les actions et informations sont accessibles et partagées en temps réel sous plusieurs formats audiovisuels.

## 9. OÙ ET COMMENT CONSULTER SES RAPPORTS ANNUELS OU BILANS D'ACTIVITÉS ?

Les rapports annuels, études et publications de la COI sont consultables directement sur le site web. La COI met également à disposition un centre de documentation en ligne offrant un fonds documentaire étoffé et diversifié sur l'Indianocéanie ainsi que des outils de recherches centrés sur la coopération régionale. Ce centre de documentation est basé à Maurice et coordonné par le siège. Pour les documents non disponibles en ligne, il est possible d'en demander une version numérique par email au centre : [documentation@coi-ioc.org](mailto:documentation@coi-ioc.org)

## 10. QUELLE VISION D'AVENIR PORTE LA COI POUR L'INDIANOCÉANIE ?

La COI œuvre pour une région plus résiliente, solidaire et durable, capable de préserver ses écosystèmes, de sécuriser ses ressources, de renforcer ses économies et d'offrir de nouvelles perspectives à ses populations, en particulier aux jeunes générations. En ce sens, la COI est une organisation de proximité, de solidarité et de coopération au service de ses États membres.

# TEMPS FORTS 2025



## CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION - 19-21 MARS, MADAGASCAR

Organisée par la COI, dans le cadre du PRESAN (Programme Régional de Sécurité Alimentaire et de Nutrition), et en collaboration avec la FAO. Objectif : adopter des stratégies communes pour renforcer la résilience des systèmes agricoles et alimentaires.



## LANCEMENT DU PRJO : PARLEMENT RÉGIONAL DES JEUNES DE L'INDIANOCEANIE - 15 AVRIL, SEYCHELLES

Pour la première fois, l'Indianocéanie se dote d'un Parlement régional des jeunes ! 30 jeunes venus des cinq États membres de la COI ont été retenus parmi 184 candidats. Pendant deux ans, ils feront entendre la voix de la jeunesse sur les grands enjeux de notre région.



## 39<sup>ÈME</sup> CONSEIL DES MINISTRES DE LA COMMISSION DE L'OCEAN INDIEN - 18 AVRIL, SEYCHELLES

Le 39<sup>ème</sup> Conseil des ministres de la COI s'est penché sur 15 dossiers thématiques (pêches, sécurité maritime, santé...) et sur la tenue du 5<sup>ème</sup> Sommet des chefs d'État et de gouvernement. À l'issue des travaux, les Seychelles ont remis la présidence de l'organisation à l'Union des Comores.



## 5<sup>ÈME</sup> SOMMET DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT - 24 AVRIL, MADAGASCAR

Antananarivo a accueilli le 5<sup>ème</sup> Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la COI, dix ans après celui de Moroni. Cette rencontre a permis de faire le point sur quatre décennies de coopération régionale et d'insuffler un nouvel élan politique à l'action collective. La sécurité et la souveraineté alimentaires, au cœur du thème du Sommet, ont été affirmées comme priorité stratégique pour l'Indianocéanie.



## MOBILISATION CONTRE LA POLLUTION PLASTIQUE - AVRIL À JUILLET, INDIANOCEANIE

Dans le cadre du projet ExPLOI de la COI, et en collaboration avec Plastic Odyssey, la campagne océanographique et citoyenne a mobilisé la région d'avril à juillet contre la pollution plastique, de La Réunion aux Comores en passant par Maurice, Madagascar et les Seychelles. Conférences, projections, actions citoyennes et campagne scientifique ont rythmé cette initiative, alliant sensibilisation du public et production de connaissances.



## LA COI À L'UNOC3 - 9-13 JUIN, NICE

La COI a participé activement à la 3<sup>ème</sup> Conférence des Nations unies pour l'océan avec une délégation composée de sept experts. En participant à plus de 20 événements, elle a promu les bonnes pratiques et expériences régionales.



## DIDIER LENTREIN REMPORTE LE PRIX INDIANOCEANIE 2025 - 3 OCTOBRE, MAURICE

Il devient le 4<sup>ème</sup> lauréat du Prix Indianocéanie, appel à écritures porté par la COI en collaboration avec le Département de La Réunion et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).



## MASEPOLREX25 | MARÉE NOIRE AU KENYA, ALERTE RÉGIONALE - 8 JUILLET, KENYA

Aucune marée noire n'a touché la région ! Il s'agissait d'un exercice grandeur nature organisé au Kenya pour tester, avec la COI et l'appui de l'UE, la réponse régionale à une pollution maritime majeure.



## LA COI À L'HONNEUR LORS DE LA VISITE PRÉSIDENTIELLE À PORT-LOUIS, 20-21 AVRIL, MAURICE

À Port-Louis, la visite du président Emmanuel Macron a permis une mise en lumière des actions concrètes de la COI en faveur de l'innovation culturelle, numérique et de l'inclusion des jeunes, notamment autour de l'esport féminin.

Elle a aussi rappelé l'engagement environnemental de l'organisation avec la campagne océanographique et citoyenne et la collecte de données inédites sur la pollution plastique marine dans le cadre du projet ExPLOI, en collaboration avec Plastic Odyssey.



## COI, UNE AVENTURE INSULAIRE

Cet ouvrage symbolique revient sur quatre décennies d'engagement commun à travers 40 résultats emblématiques, des témoignages, des messages des Chefs d'État, des tribunes d'anciens Secrétaire généraux, etc.

# HOMMAGE

## À LA MÉMOIRE DE DEUX ANCIENS SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX

**E**n 2025, la Commission de l’océan Indien a perdu deux de ses anciens Secrétaires généraux, figures fortes de la coopération régionale, qui ont profondément marqué l’histoire de l’institution par leur engagement, leur vision et leur dévouement.

### MONIQUE ANDREAS ESOAVELOMANDROSO

#### SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE 2004 À 2008

Première et unique femme à diriger la COI à ce jour.



Son mandat a été marqué par des avancées structurantes : relance du dialogue politique avec l’organisation du 3<sup>ème</sup> Sommet des chefs d’État en 2005, création du réseau SEGA en 2007, renforcement des partenariats internationaux et lancement d’initiatives majeures en matière de pêche durable, environnement et climat.

Engagée jusqu’à récemment aux côtés de la COI, elle laisse l’image d’une femme de conviction, attachée à une coopération régionale inclusive et ambitieuse.



### JÉRÉMIE BONNELAME

#### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE 1993 À 1997

Premier Seychellois à diriger la COI.



À une période fondatrice, il a contribué à consolider les bases institutionnelles de la Commission. Sous son mandat, l’environnement devient un pilier stratégique, les premiers travaux régionaux sur les récifs coralliens sont engagés et la coopération en matière de pêche durable est renforcée.

Resté impliqué bien après son mandat, il aura incarné l’esprit fondateur de solidarité insulaire qui anime la COI.



**LEUR HÉRITAGE CONTINUE D’INSPIRER  
L’ACTION DE L’ORGANISATION AU  
SERVICE DES ÉTATS MEMBRES ET DE  
LEURS POPULATIONS.**

# DOMAINES D'INTERVENTIONS

## BUREAU DU DIRECTEUR AUPRÈS DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

**DIRECTRICE : MME ALICE NDIAYE** (jusqu'à août 2025)  
**MME GINA BONNE** (intérim depuis août 2025)

### DOSSIERS

- Plan de développement stratégique
- Modernisation institutionnelle et fonctionnelle
- Facilité d'amorçage, de préparation et de suivi de projets
- Accréditations aux 9 piliers de l'UE et auprès du Fonds vert pour le climat
- Coordination et supervision générale des départements du Secrétariat général

## DI 1 TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE TOURISME ET MIGRATIONS

**CHARGÉ DE MISSION : M. ANFANI MSOILI**

### DOSSIERS

- Stratégie régionale de transition énergétique
- Tourisme durable et coopération touristique
- Suivi du cadre mondial sur la diversité biologique en lien avec le DI-4
- Migrations et mobilité,
- Économie circulaire sous la coordination du DI-2

## DI 2 ÉCONOMIE, INTÉRÊTS INSULAIRES, CONNECTIVITÉ ET SÉCURITÉ MARITIME

**CHARGÉ DE MISSION : M. RAJ MOHABEER**

### DOSSIERS

- Promotion et plaidoyer des intérêts insulaires
- Plan d'action régional sur l'économie bleue
- Connectivité numérique, maritime et aérienne
- Sécurité en mer
- Économie et négociations commerciales
- Économie circulaire
- Jeunesse – coordination

## DI 3 GOUVERNANCE ET DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE, AGRICULTURE DURABLE ET PÊCHES

**CHARGÉ DE MISSION : M. MARC MAMINIAINA**

### DOSSIERS

- Gouvernance
- Association des parlementaires des États membres
- Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition
- Pêches durables et plan régional de surveillance des pêches
- Économie circulaire

## DI 4 ENVIRONNEMENT DURABLE ET CLIMAT

**CHARGÉE DE MISSION : MME GINA BONNE**

### DOSSIERS

- Suivi des cadres internationaux sur le climat, la biodiversité, la désertification et la réduction des risques de catastrophes
- Plan d'action régional climat et réduction des risques
- Plan régional de gestion des déchets
- Éducation à l'environnement
- GCF Readiness Programme (en coordination avec la direction)

## DI 5 SANTÉ, ÉDUCATION ET FORMATION, CULTURE, GENRE ET ENTREPRENEURIAT

**CHARGÉE DE MISSION : MME JULIETTE JANIN**

### DOSSIERS

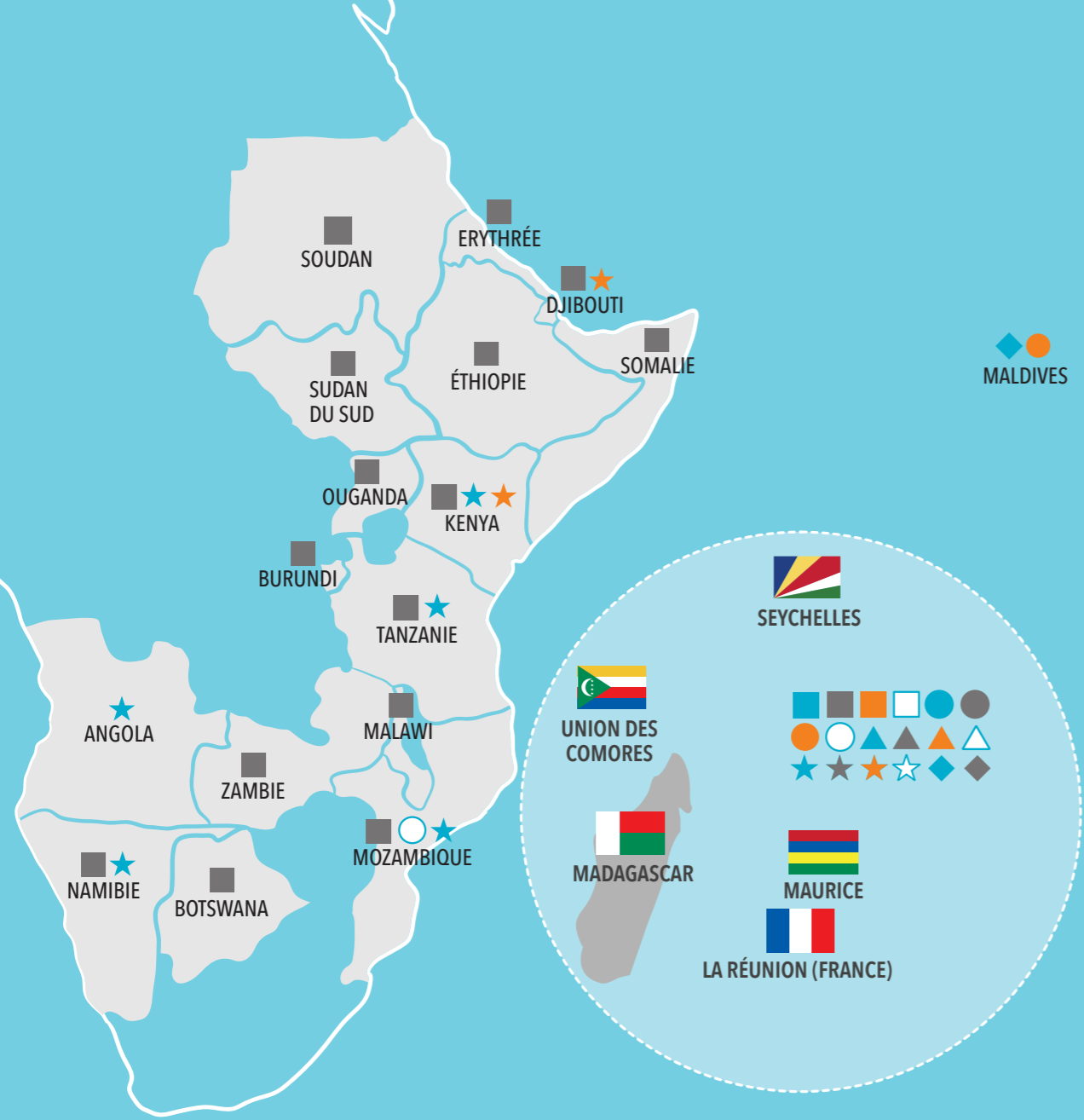
- Santé publique – réseau SEGA – One Health
- Éducation, formation professionnelle et coopération universitaire
- Recherche et développement
- Culture
- Entrepreneuriat
- Genre – coordination
- Point focal INTERREG VI océan Indien

# LES PROJETS EN 2025

PROJET	OBJECTIF GLOBAL	BAILLEUR(S)	FINANCEMENT	ODD
<b>AMCC+</b>	Aider les pays vulnérables à relever le défi climatique et renforcer leurs capacités liées à l'Accord de Paris	UE	€1,6 m	10, 13
<b>COI Horizon 2030</b>	Moderniser la COI et améliorer ses capacités de gestion, de mise en œuvre et de contrôle des projets	UE & AFD	€10 m	16, 17
<b>ECOFISH</b> (projet clôturé 2025)	Consolider la pêche durable, créatrice de croissance et d'emplois	UE	€28 m, dont €3,5 m gérés par la COI	1, 2, 8, 9, 12, 14
<b>ENFA-OI</b> (projet clôturé 2025)	Promouvoir l'entrepreneuriat, notamment des femmes et des jeunes	UE	€1,6 m	1, 5, 8, 9, 11, 12
<b>ExpLOI</b>	Répondre de manière globale à la pollution plastique	AFD & FFEM	€6,7 m	4, 10, 11, 12, 14, 15
<b>GPS</b>	Contribuer à la paix, la stabilité et la gouvernance dans la région	AFD	€8 m	16
<b>Hydromet</b>	Renforcer la résilience climatique des communautés des îles du Sud-Ouest de l'océan Indien	AFD, UE & Fonds vert pour le climat	env. €71 m	11, 13
<b>ISLANDS</b> coordonné par le PNUD avec l'appui de la COI pour volet régional	Réduire les risques liés aux produits chimiques dangereux et aux déchets dans les petits États insulaires en développement	GEF	\$2.25 m	3, 12, 14, 15
<b>Industries culturelles et créatives</b>	Construire des sociétés plus inclusives via la culture	AFD	€5,1 m	5, 8, 9, 10

PROJET	OBJECTIF GLOBAL	BAILLEUR(S)	FINANCEMENT	ODD
<b>PRESAN</b>	Améliorer production, compétitivité et commerce agricoles pour la sécurité alimentaire	FAO & FIDA	\$950 000	2, 3, 5, 8, 12
<b>PRIX INDIANOcéANIE</b>	Promouvoir l'identité régionale par la création littéraire	Département de La Réunion & OIF	€20 000	4, 5
<b>RECOS</b>	Restaurer les écosystèmes côtiers pour renforcer la résilience climatique	AFD & FFEM	€10 m	1, 10, 11, 13, 14, 15
<b>RÉSEAU SEGA - ONE HEALTH PROJET SSIP</b>	Renforcer prévention, diagnostic et riposte face aux risques sanitaires	AFD	€6.5	3, 4, 5
<b>PSP</b>	Renforcer la sûreté portuaire et la surveillance maritime	UE	€28 m, dont €3 m gérés par la COI	16
<b>RÉSILIENCE ET RÉPONSE AUX CATASTROPHES</b>	Réduire les pertes humaines, économiques et environnementales liées aux catastrophes	UE	€6,65 m, dont €1,6 m gérés par la COI	1, 11, 13
<b>SAFE SEAS AFRICA</b>	Consolider et élargir l'architecture régionale de sécurité maritime	UE	€15.3 m	16
<b>SANOI</b> (projet clôturé 2025)	Réduire la malnutrition et l'insécurité alimentaire, surtout chez les enfants et femmes enceintes	UE	€16 m	1, 2, 3, 10, 12
<b>TransFORM SWIOFISH5</b>	Promouvoir une pêche durable dans la région du Sud-Ouest de l'océan Indien et aux Maldives	Banque mondiale	\$12 m	1, 2, 8, 9, 12, 14
<b>TWENEX</b> (projet clôturé 2025)	Développer l'innovation et une filière déchets-énergie en économie circulaire	UE & OEACP	€2,8 m	11, 12, 13

## LES PROJETS DE LA COI PAR PAYS



- COI Horizon 2030
- ECOFISH
- ENFA-OI
- ExPLOI
- GPS
- Hydromet
- ISLANDS
- Industries culturelles et créatives
- ▲ PRESAN
- ▲ Prix Indianocéanie
- ▲ RECOS
- ▲ Réseau SEGA - One Health
- ★ PSP
- ★ Résilience et réponse aux catastrophes
- ★ Safe Seas Africa
- ★ SANOI
- ◆ TransFORM SWIOFish5
- ◆ TWENex



# AXE 1 RÉSILIENCE, PAIX & SÉCURITÉ

# RÉSILIENCE, PAIX & SÉCURITÉ

**P**révenir les crises, renforcer les capacités, sécuriser l'espace régional. Trois priorités au cœur de la résilience de l'Indianocéanie.

En 2025, la Commission de l'océan Indien a poursuivi cet objectif à travers une série d'actions concrètes : mobilisation de la jeunesse, formation, amélioration des dispositifs de surveillance sanitaire, des prévisions météorologiques régionales, de la sécurité maritime et lutte contre les trafics.

Ces initiatives illustrent une idée simple : face à des défis partagés, la coopération régionale reste le levier le plus efficace pour protéger les populations et renforcer la stabilité de la région.



PARLEMENT RÉGIONAL DES JEUNES DE L'INDIANOCÉANIE

## LANCEMENT DU PARLEMENT RÉGIONAL DES JEUNES DE L'INDIANOCÉANIE (PRJIO)

Trente jeunes, soit six par État membre, ont été sélectionnés pour constituer le premier parlement régional des jeunes de l'Indianocéanie. Cette initiative soutenue par la COI à travers son projet GPS, vise à renforcer la participation des jeunes à la vie régionale.

Le PRJIO contribue à construire une Indianocéanie plus inclusive, où la voix des jeunes est structurée, reconnue et influente. Il leur offre un espace pour formuler des

### OBJECTIF

Créer un cadre structuré et structurel permettant aux jeunes de l'Indianocéanie de s'exprimer d'une voix unifiée, d'influencer les décisions nationales, régionales et internationales impactant leur avenir, tout en promouvant et renforçant leur participation active à la démocratie.



propositions et participer activement aux réflexions sur les grands enjeux régionaux.

Lancé en avril aux Seychelles, le PRJIO s'est réuni à plusieurs reprises en 2025, notamment lors du 4<sup>ème</sup> forum dialogue intergénérationnel, ou encore lors d'une semaine de mobilisation à Maurice où ils ont eu l'occasion de rencontrer des acteurs parlementaires régionaux dont l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, l'Organisation internationale de la Francophonie et l'Assemblée nationale de Maurice mais aussi de comprendre en détail le processus d'élaboration d'une résolution parlementaire.

## PLUS DE 100 JEUNES À MAURICE POUR FAIRE ENTENDRE LEUR VOIX

Du 1<sup>er</sup> au 3 septembre, le 4<sup>ème</sup> forum de dialogue intergénérationnel qui s'est déroulé à Maurice a réuni plus de 100 jeunes venus des Comores, Seychelles, Madagascar, Cap-Vert, La Réunion, Maurice et São Tomé-et-Príncipe.

Ce forum a offert aux jeunes, dont 11 représentants du Parlement régional des jeunes de l'Indianocéanie (PRJIO), un espace d'échanges sur des enjeux majeurs pour le développement et la stabilité de la région, notamment : sécurité maritime, crises climatiques, égalité des genres, participation des jeunes à la gouvernance démocratique et prévention des conflits.

Pensé comme un dialogue orienté sur l'action, cette initiative a favorisé la rencontre entre différentes générations. Les aînés partagent leur expérience et savoir-faire tandis que les jeunes apportent leurs idées et priorités et des propositions d'amélioration.



### ANDRIANIRINA RABENITSIRY MARIO HERINIAINA

membre du PRJIO et participant

C'EST UNE QUESTION DE COORDINATION, JUSQU'ICI LA VOIX DE LA JEUNESSE N'EST PAS ENCORE SOUDÉE, IL Y A PLEIN DE VOIX QUI CRIENT UN PEU PARTOUT MAIS SANS ATTEINDRE LA CIBLE. LA CIBLE CE SONT NOS AÎNÉS, NOS POLITIQUES. C'EST UNE DYNAMIQUE QUI VA NOUS PERMETTRE DE CONCRÉTISER NOS RECOMMANDATIONS, ON EST LANCÉ SUR UNE BONNE VOIE ET JE SUIS SÛR QU'IL Y AURA DES ACTIONS.

## FORMER LES JEUNES NÉGOCIATEURS ENVIRONNEMENT - CLIMAT DE DEMAIN

En juillet 2025, une trentaine de jeunes des États membres de la COI ont suivi une formation intensive dédiée aux négociations climat-environnement. Organisée par la COI et l'Organisation internationale de la Francophonie, via l'IFDD, avec l'appui du ministère mauricien de l'Environnement, cette initiative avait un objectif clair : préparer la relève diplomatique régionale.

Durant quatre jours, les participants ont simulé des négociations internationales, analysé des textes complexes et appris à défendre des positions dans un contexte multilingue. Une immersion concrète dans les mécanismes des Conférences des Parties (COP) et des grandes conventions environnementales.

Dans une région en première ligne face aux effets du changement climatique, former de jeunes négociateurs compétents et engagés est un enjeu stratégique. Cette initiative renforce la capacité de l'Indianocéanie à faire entendre sa voix et à défendre ses priorités sur la scène internationale.

## 47 PROFESSIONNELS DES MÉDIAS DES SEYCHELLES ET DE RODRIGUES FORMÉS SUR LA COUVERTURE PARLEMENTAIRE ET LA PRÉVENTION DE CRISE

Le projet Gouvernance Paix et Stabilité a organisé deux sessions de formations à destination des professionnels des médias rodriguais et seychellois en 2025.

La première session, organisée aux Seychelles, a réuni pendant trois jours 38 professionnels dont des journalistes mais aussi des photographes, vidéastes, preneurs de sons, techniciens et responsables de médias autour de la couverture éthique du processus électoral. Les échanges ont porté sur le rôle des médias dans un contexte démocratique, les principes de déontologie et la responsabilité journalistique.

La seconde session, tenue à Rodrigues, a rassemblé 9 journalistes, photographes et responsables de communication rodriguais se sont réunis pour quatre jours consacrés à la couverture journalistique sensible aux crises. Au programme : la définition des crises, l'analyse du paysage médiatique rodriguais, la gestion des questions sensibles, les principes d'éthique et de déontologie, ainsi que la sécurité des reporters sur le terrain.

## 27 JOURNALISTES FORMÉS AUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

En mai 2025, 27 journalistes et communicants francophones d'Afrique de l'Est ont participé à une formation organisée à Maurice pour renforcer la couverture des enjeux environnementaux et climatiques.

Mise en œuvre par l'UNESCO, en collaboration avec l'Université de Maurice, Media Trust, Africa 21 et la COI, cette initiative visait à améliorer la qualité de l'information sur la gestion des risques de catastrophes, le changement climatique, la protection des océans et la gestion intégrée des zones côtières.



### LE SAVIEZ-VOUS ?

CETTE INITIATIVE ILLUSTRE UNE RÉELLE SYNERGIE ENTRE TROIS PROJETS DE LA COI : HYDROMET, RDRM ET RECOS, DONT LES EXPERTS SE SONT NOTAMMENT MOBILISÉS COMME FORMATEURS POUR PARTAGER LEURS CONNAISSANCES ET RENFORCER LA RÉSILIENCE RÉGIONALE.

## RENFORCER LA COMMUNICATION EN SITUATION DE CATASTROPHE

Une gestion efficace des crises passe aussi par une communication claire et coordonnée.

Aux Seychelles, le projet RDRM de la COI s'est associé au Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNDRR) pour former 8 journalistes et 10 responsables de communication institutionnelle aux principes de la communication des risques. Objectif : améliorer la compréhension des messages d'alerte et renforcer la coordination entre médias et institutions en situation d'urgence.

À Madagascar, une formation a accompagné la révision de la stratégie nationale de communication sur les risques et catastrophes, en collaboration avec le réseau IFANDRAY, qui regroupe institutions publiques, partenaires techniques et financiers, organisations de la société civile et structures communautaires.

## QUAND LA FORMATION ET LE PARTAGE D'EXPÉRIENCES RENFORCENT DURABLEMENT LA RÉSILIENCE SANITAIRE RÉGIONALE

Lorsque RIVO, cadre à la DVSSER à Madagascar et apprenant de la première promotion du Master en



### RIVO

Cadre à la DVSSER (Madagascar)

CETTE FORMATION M'A DONNÉ LES OUTILS POUR AGIR PLUS TÔT ET MIEUX COORDONNER AVEC LES AUTRES SECTEURS.

Cette expérience individuelle reflète une dynamique collective plus large portée par le réseau SEGA – One Health de la COI.

épidémiologie de terrain (FETP), a commencé sa formation, il ne pensait pas mesurer aussi rapidement l'impact concret des outils acquis.

Quelques mois plus tard, confronté à une situation épidémiologique exigeante, il applique les méthodes apprises : amélioration du traitement des données, analyse plus fine des tendances, coordination renforcée avec les autres secteurs.

Les résultats sont immédiats : détection plus précoce des signaux, investigations mieux orientées, riposte plus ciblée.

## Former aujourd'hui pour sécuriser demain

En 2025, le réseau SEGA - One Health a consolidé le troisième pilier de son action : le renforcement durable des compétences régionales.

Des formations couvrant laboratoire, surveillance, climat-santé, riposte et communication des risques, allant du niveau communautaire jusqu'au niveau master. Médecins, vétérinaires, spécialistes de l'environnement, communicants ont ainsi bénéficié de renforcements de capacité structurés.

L'enjeu est stratégique : les compétences restent dans les pays. Elles renforcent les équipes nationales et consolident progressivement l'autonomie régionale.

## Structurer une expertise régionale durable

Former aujourd'hui, c'est aussi construire une expertise régionale capable de répondre avec méthode et cohérence aux crises sanitaires. À mesure que les compétences se consolident, les analyses gagnent en rigueur, les décisions en rapidité et la coordination en efficacité.

Le programme FETP et les autres initiatives de renforcement des capacités structurent ainsi un réseau d'experts capables de dialoguer entre secteurs, de partager des standards communs et d'appuyer des réponses fondées sur des données fiables. Cette montée en compétence constitue un levier stratégique. Elle renforce la crédibilité technique des dispositifs nationaux et consolide une autonomie régionale durable.



### BON À SAVOIR

EN 2025, LE RÉSEAU SEGA-ONE HEALTH A ORGANISÉ 32 MODULES DE FORMATIONS ET FORMÉ 923 PROFESSIONNELS DE SANTÉ.

### LE RÉSEAU SEGA – ONE HEALTH AU ONE SUSTAINABLE HEALTH FORUM

Le Forum international One Sustainable Health for All (OSH Lyon 2025) s'est tenu à Lyon du 2 au 5 novembre 2025, sous le thème

« Together for a Healthy Planet & Healthy Life! ».

À cette occasion,

l'Indianocéanie était représentée par le réseau SEGA – One Health de la COI.

Les échanges ont permis de partager l'expérience des États insulaires sur les liens entre santé, climat et biodiversité, et de souligner l'importance de renforcer la préparation régionale face aux menaces sanitaires.

Cette participation s'inscrit dans le cadre du projet SSIP qui relie les réseaux de santé de l'océan Indien (réseau SEGA - One Health), du Pacifique (ROSSP) et de l'Asie du Sud-Est (ECOMORE) afin de renforcer la surveillance, la prévention et la riposte face aux risques sanitaires dans la région Indopacifique.



## BON A SAVOIR

LE PROJET HYDROMET NE SE LIMITE PAS AUX DIAGNOSTICS : IL VISE À ÉQUIPER, FORMER ET RENFORCER LES SERVICES MÉTÉOROLOGIQUES DE LA RÉGION AFIN D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DES INFORMATIONS MÉTÉOROLOGIQUES AU BÉNÉFICE DES POPULATIONS ET SECTEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES.

### QUELLES PRÉVISIONS ?



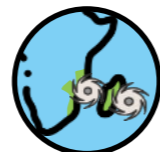
9 à 14 systèmes tropicaux



Baisse des précipitations dans le nord pour la première partie de la saison



Augmentation des jours au-dessus de 30 degrés



Des trajectoires cycloniques orientées Est-Ouest : Les côtes Est de Madagascar et du Mozambique identifiées comme les plus menacées

## SWIOCOF14 : LE POINT RÉGIONAL SUR LES PRÉVISIONS MÉTÉOROLOGIQUES 2025-2026

L'Indianocéanie figure parmi les régions du monde les plus exposées aux risques de catastrophes naturelles. Cyclones, tempêtes, vagues de chaleurs, ou encore sécheresses affectent plus de 14 millions d'habitants et fragilisent les économies insulaires des Etats membres de la COI.

Dans ce contexte, le SWIOCOF, forum régional annuel de prévisions saisonnières organisé dans le cadre du projet HYDROMET, constitue un rendez-vous clé à l'approche de la saison cyclonique. L'édition 2025 s'est déroulée pour la première fois en deux temps : une première réunion en juin pour analyser la saison passée et une autre en septembre, pour consolider les prévisions de la saison à venir. Ces rencontres ont permis d'analyser les tendances attendues en matière d'activité cyclonique, de précipitations et de températures, et d'identifier les zones nécessitant une vigilance particulière.

## DE L'ALERTE À LA RIPOSTE : 4 QUESTIONS POUR COMPRENDRE L'ACTION DU RÉSEAU SEGA - ONE HEALTH DE LA COI

En 2025, dans un contexte marqué par la vigilance face aux arboviroses, aux maladies émergentes et aux risques sanitaires transfrontaliers, le réseau SEGA – One Health a poursuivi son appui opérationnel aux États membres de la Commission de l'océan Indien. Entretien avec le Dr Harena Rasamoelina, coordonnateur du réseau, qui revient sur une année d'actions concrètes, au plus près des dispositifs nationaux de surveillance et de riposte.

### QUEL RÔLE LE RÉSEAU A-T-IL JOUÉ AUPRÈS DES DISPOSITIFS NATIONAUX ?

Notre priorité a été de soutenir les pays dans la détection précoce et la gestion des situations épidémiologiques. Une surveillance solide permet une riposte plus rapide et plus efficace.

En 2025, le réseau SEGA – One Health a apporté de nombreux appuis techniques, couvrant l'ensemble des pays membres et l'ensemble de la chaîne opérationnelle : laboratoires, surveillance épidémiologique, climat-santé et appui aux opérations de riposte. Ces interventions ont été déclenchées à la demande des pays afin d'améliorer la confirmation des cas, l'analyse des signaux sanitaires et la coordination des réponses coordonnée, tout en consolidant les systèmes nationaux sur le long terme.

Le programme de master FETP One Health constitue un pilier important de cette dynamique. Les apprenants y mènent des activités opérationnelles directement liées aux priorités sanitaires de leurs pays, sous l'encadrement des experts du CDC – One Health de la COI.

L'année a également été marquée par la structuration du pilier climat – environnement – santé, avec le développement d'outils de collaboration régionale pour améliorer la surveillance et l'alerte précoce face aux maladies sensibles aux conditions climatiques.

### QUELS TYPES D'APPUIS ONT ÉTÉ APPORTÉS ?

En 2025, nos interventions ont combiné appuis techniques, logistiques et stratégiques.

Nous avons notamment soutenu l'opérationnalisation des capacités de diagnostic moléculaire dans plusieurs pays de la région pour des maladies prioritaires comme la dengue, le chikungunya ou la peste, tout en mettant en place un système régional de stocks de réserve de réactifs et d'intrants critiques afin de permettre aux laboratoires nationaux de déployer rapidement leurs capacités diagnostiques lors d'épidémies.

Sur le plan de la surveillance, plusieurs initiatives ont été soutenues : surveillance aux frontières en santé animale, suivi de la faune sauvage à Madagascar ou encore surveillance communautaire basée sur les événements aux Comores et à Madagascar. Dans ce cadre, plus de 200 acteurs locaux ont été formés dans des districts isolés du sud de Madagascar, et ce, selon l'approche One Health.

### QUEL IMPACT CONCRET POUR LES PAYS ?

L'impact se mesure avant tout dans la capacité des pays à prévenir et à agir plus rapidement et plus efficacement face aux risques sanitaires.

En renforçant les laboratoires, les systèmes de surveillance et les compétences des équipes nationales, nous réduisons



### LE RÉSEAU SEGA – ONE HEALTH EN 2025 :

- 75 APPUIS TECHNIQUES AUX PAYS
- +900 PROFESSIONNELS FORMÉS
- 32 MODULES DE FORMATION (DONT 9 FETP)
- 66 ACTIVITÉS RÉGIONALES DE PARTAGE D'INFORMATION ET DE COOPÉRATION TECHNIQUE
- RENFORCEMENT DU PILIER CLIMAT - ENVIRONNEMENT - SANTÉ

## UN DIALOGUE TECHNIQUE ORGANISÉ ET CONTINU

63 TÉLÉCONFÉRENCES POUR  
LE PARTAGE D'INFORMATION  
SANITAIRES CONSOLIDÉES

3 WEBINAIRES TECHNIQUES  
THÉMATIQUES (MALADIES NON  
TRANSMISSIBLES,  
INTELLIGENCE ÉPIDÉMIQUE,  
INTELLIGENCE ARTIFICIELLE)

2 RENCONTRES RÉGIONALES  
SUR LE CLIMAT ET LA SANTÉ

14 ACTIVITÉS DE PARTAGE  
INTERSECTORIEL ET/OU  
INTERPAYS, POUR MIEUX  
SURVEILLER ET RÉPONDRE  
AUX ÉPIDÉMIES

les délais entre la détection d'un signal sanitaire, sa confirmation et la mise en œuvre d'une réponse appropriée. Cette réactivité limite les risques de propagation, améliore la gestion des foyers épidémiques.

Les formations et les échanges d'expériences ont également permis de consolider les compétences techniques des professionnels de santé dans la région. Les équipes nationales gagnent en expertise, en capacité d'analyse et en coordination entre secteurs, conformément à l'approche One Health.

Au-delà des résultats immédiats, l'impact est aussi institutionnel: les pays renforcent progressivement leur autonomie et leur capacité à anticiper et gérer les menaces sanitaires.

### POURQUOI LA DIMENSION RÉGIONALE EST-ELLE ESSENTIELLE ?

Dans une région insulaire interconnectée, les menaces sanitaires ne connaissent pas de frontières. Une alerte dans un pays peut rapidement concerner l'ensemble de la région. La coopération régionale est un multiplicateur de capacités. Le réseau ne se substitue jamais aux dispositifs nationaux, il les renforce et les met en synergie.

À travers le réseau SEGA – One Health, les pays peuvent mutualiser leurs ressources, partager leurs expertises et mobiliser rapidement un appui technique lorsqu'une situation l'exige. Les échanges d'information, l'accès facilité aux intrants et les mécanismes de coopération entre pairs permettent aux pays de s'appuyer les uns sur les autres.

Cette dynamique régionale renforce la résilience collective : chaque pays consolide son propre système tout en contribuant à la sécurité sanitaire de l'ensemble de la région.

## 67 ACTEURS DU SUD-OUEST DE L'OCÉAN INDIEN BÉNÉFICIER DU PROGRAMME D'ÉCHANGES D'EXPÉRIENCES DE RECOS

En 2025, 67 acteurs de la région du Sud-Ouest de l'océan Indien - scientifiques, représentants d'associations communautaires, acteurs publics, membres de la société civile - ont bénéficié du Programme d'échanges d'expériences du projet RECOS.

Ces bourses de mobilité ont permis des immersions professionnelles de terrain, favorisant l'apprentissage entre

pairs sur des sujets variés : gestion intégrée et aménagement du littoral, développement de l'algoculture, mise en œuvre d'un sentier du littoral, mécanismes de cogestion dans la pêche au poulpe, techniques de restauration communautaire des mangroves, etc.

Cette année, le Programme d'échanges s'est également ouvert à l'international. Cinq experts de la région ont participé à une formation de terrain multi-acteurs consacrée à la cogestion des espaces marins et côtiers, organisée dans le sud de la France du 13 au 23 mai, en partenariat avec le Conservatoire du littoral.

Au-delà du renforcement de capacité, ce Programme d'échanges d'expériences contribue à consolider les réseaux et à renforcer la coopération régionale autour des enjeux côtiers et marins.

## SANTÉ : APPRENDRE, PARTAGER, AGIR

La COI consolide le partage structuré et continu d'informations, d'expertises et de pratiques entre États membres. Ce dispositif couvre les principaux piliers du réseau régional : laboratoires, surveillance, climat-santé et préparation-riposte. Au total, 82 activités de partage ont été mises en œuvre dans la région en 2025.

Ces échanges permettent aux équipes nationales de confronter leurs expériences, de partager des solutions adaptées à leurs contextes et d'identifier des approches communes face aux défis sanitaires. Ils contribuent également à renforcer l'approche One Health en structurant des interactions concrètes entre les secteurs de la santé humaine, animale et environnementale. En témoigne l'atelier de formation sur la surveillance basée sur les événements, organisé dans le sud de Madagascar, qui a réuni 190 participants communautaires issus des trois secteurs, incluant agents de santé, acteurs vétérinaires et intervenants environnementaux.

Ce renforcement intersectoriel s'est également traduit par des transferts de compétences opérationnels, notamment avec la formation à l'opérationnalisation du diagnostic PCR de la dengue à l'hôpital de Hombo d'Anjouan, réalisée par le laboratoire de l'INRAPE aux Comores.

Les missions interpays complètent ce dispositif en favorisant un appui technique direct. L'intervention de l'expert laboratoire du CDC-OH-IO auprès des équipes comoriennes, malgaches et mauriciennes illustre cette approche (photo). Elle a permis d'améliorer les capacités



## BON À SAVOIR

LE PROJET RECOS EST  
PROLONGÉ JUSQU'À JUIN 2027

Cette prolongation a été actée lors du 4<sup>ème</sup> Comité de pilotage du projet, tenu en décembre à Mohéli.

Pourquoi Mohéli ? Il s'agit d'un site emblématique de conservation marine. L'île abrite en effet le premier parc marin des Comores et représente un exemple fort de conservation marine dans la région. Depuis plus de quinze ans, elle bénéficie de l'appui de la COI pour la protection de ses écosystèmes côtiers et marins.



**67**  
BÉNÉFICIAIRES

**7**  
ÉCHANGES  
D'EXPÉRIENCES





## COOPÉRATION RENFORCÉE EN MATIÈRE DE RÉPONSE HUMANITAIRE

Le 23 mai 2025, la COI et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ont signé un accord visant à renforcer la gestion des risques de catastrophes et l'action humanitaire dans la région.

Objectif : améliorer l'anticipation des crises, coordonner les réponses en cas d'urgence et renforcer la résilience des communautés face aux catastrophes naturelles et aux chocs climatiques.

en biologie moléculaire pour la détection de la dengue et du chikungunya, d'optimiser l'utilisation des équipements et de réduire les délais de confirmation. Elle a également permis de promouvoir l'utilisation de réactifs "in-house", plus économiques lorsqu'une expertise locale est disponible.

Le partage d'expertise et la collaboration intersectorielle renforcent la capacité collective d'anticipation, notamment par la standardisation progressive des méthodes de surveillance et de lutte antivectorielle, l'harmonisation des protocoles de diagnostic PCR pour la dengue et le chikungunya, ainsi que la mutualisation régionale des réactifs permettant d'anticiper les ruptures de stock.

## QUAND LA NATURE SE FÂCHE, QUE FAIRE ?



C'est la question qui était posée aux jeunes de l'océan Indien. L'idée ? Proposer une courte vidéo présentant les bons gestes à adopter avant, pendant et après une catastrophe.

Ouvert aux jeunes de 18-26 ans des États membres de la COI dans le cadre du projet RDRM financé par l'UE, ce concours régional visait à encourager une appropriation locale des messages de prévention. À l'issue de la compétition, quatre vidéos ont été primées.

Les productions mettent en lumière les réalités propres à chaque territoire, les défis rencontrés par les communautés, mais aussi la solidarité, la résilience et les comportements préventifs à adopter face aux risques.

Ancrées dans l'expérience et le regard des jeunes, ces vidéos constituent un outil de sensibilisation puissant. La vidéo lauréate a notamment été relayée à l'approche de la saison cyclonique afin de renforcer la vigilance et promouvoir des gestes responsables.

## FOCUS – PROJET PSP : SÉCURISER LES PORTS, RENFORCER LA RÉGION

Soutenu par l'Union européenne et mis en œuvre avec des partenaires tels que l'UNODC, l'OMI et INTERPOL, ce projet illustre comment la coopération régionale peut concrètement contribuer à des ports plus sûrs, une gouvernance maritime renforcée et une coopération régionale accrue.

## RETOUR SUR 4 ANNÉES DE RÉSULTATS DU PROJET

FORMER POUR SÉCURISER	TESTER POUR ÊTRE PRÊTS	COORDONNER POUR GAGNER EN EFFICACITÉ	CONSOLIDER LES BASES LÉGALES	UNE TRANSFORMATION RÉGIONALE
<p>Le programme a développé des compétences clés en matière de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>code ISPS</b></li> <li>• <b>contrôle par l'État du port</b></li> <li>• <b>sécurité des installations portuaires</b></li> <li>• <b>application de la loi maritime</b></li> </ul> <p>Des programmes spécialisés et des formations "Train-the-Trainer" ont permis d'ancrer durablement ces compétences au niveau national.</p> <p><b>RÉSULTATS :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>+120 formations professionnelles</b></li> <li>• <b>+2800 officiers formés</b></li> <li>• <b>+45 formations techniques spécialisées</b></li> <li>• <b>+900 spécialistes formés</b></li> <li>• <b>+15 programmes Train-the-Trainer</b></li> <li>• <b>120 formateurs certifiés</b></li> </ul>	<p>Ces compétences ont été mises à l'épreuve à travers des exercices et missions sur le terrain.</p> <p>Simulations portuaires, évaluations de sûreté, assistance technique : la théorie est devenue capacité opérationnelle réelle. Objectif : améliorer la coordination, la réactivité et l'application des normes de sécurité maritime.</p> <p><b>RÉSULTATS :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>+30 exercices opérationnels dans 9 pays</b></li> <li>• <b>+25 audits de ports</b></li> <li>• <b>+40 missions techniques sur site</b></li> </ul>	<p>Le projet a également renforcé le dialogue et la coordination au niveau national et régional.</p> <p><b>RÉSULTATS :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>+10 forums nationaux</b></li> <li>• <b>3 comités régionaux de pilotage</b></li> <li>• <b>+8 forums régionaux multi-acteurs</b></li> </ul>	<p>Former et coordonner ne suffit pas. Il faut aussi des cadres juridiques solides. Le projet a accompagné la révision des textes nationaux pour les aligner sur les instruments de l'OMI et renforcer l'institutionnalisation des pratiques.</p> <p><b>RÉSULTATS :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>12 ateliers de revue légale impliquant 7 pays</b></li> <li>• <b>+20 documents techniques produits (SOP, plans de sécurité, stratégies nationales) impliquant 9 pays</b></li> </ul>	<p>Le projet PSP a contribué à ainsi renforcer simultanément :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>les compétences humaines</b></li> <li>• <b>les systèmes opérationnels</b></li> <li>• <b>les cadres législatifs</b></li> <li>• <b>la coopération régionale</b></li> </ul> <p><b>9 PAYS COUVERTS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>+25 ports soutenus</b></li> <li>• <b>+150 agences nationales impliquées</b></li> <li>• <b>+4000 professionnels bénéficiaires</b></li> </ul>





# 2,3 tonnes

C'est la quantité de drogues interceptées en 2025 dans le cadre des missions régionales de l'ARSM établie et appuyée par la COI.



## LE SAVIEZ-VOUS ?

LE PROGRAMME SAFE SEAS AFRICA A ÉTÉ OFFICIELLEMENT LANCÉ LE 28 MAI 2025 LORS DE SON PREMIER COMITÉ DE PILOTAGE.



## LUTTE CONTRE LE NARCO-TRAFIC : DES RÉSULTATS CONCRETS EN MER

En 2025, plusieurs opérations coordonnées dans le cadre de l'Architecture régionale de sécurité maritime (ARSM) ont permis d'importantes saisies de stupéfiants dans l'océan Indien. Ces actions sont le fruit d'une coopération effective entre les États de la région, avec l'appui de la COI et de l'Union européenne.

Les opérations Sea Shield I et II, coordonnées par le Centre régional de coordination des opérations (CRCO) et le Centre régional de fusion d'informations maritimes (CRFIM), ont conduit à l'interception de plus de 1,5 tonne de drogues entre mai et juin 2025. Parmi ces saisies figurent notamment 770 kg d'héroïne et de méthamphétamine au large du Sri Lanka ainsi que 310 kg interceptés dans les eaux du Mozambique.

En octobre 2025, une autre opération d'envergure menée par la marine kenyane, avec l'appui des mécanismes de coopération régionale, a permis la saisie de plus d'une tonne de méthamphétamine à bord d'un dhow intercepté à environ 600 km des côtes.

## MARÉE NOIRE AU KENYA

Le 8 juillet 2025, une alerte tombe à la Kenya Maritime Authority : deux navires sont entrés en collision au large de la Tanzanie. Le risque est majeur : plusieurs milliers de mètres cubes de fioul pourraient se déverser en mer et menacer les côtes du Kenya et de la Tanzanie.

Centre de commandement activé, navires et moyens aériens mobilisés, coordination avec les autorités voisines... En quelques heures, les équipes s'organisent pour contenir la pollution et protéger les écosystèmes, les ports et les communautés côtières.

Ce scénario n'était pas une crise réelle, mais l'exercice régional MASEPOLREX25, organisé du 7 au 11 juillet au Kenya avec la COI dans le cadre du programme Safe Seas Africa.

Objectif : tester en conditions réelles la capacité de réponse nationale et régionale face à une pollution majeure en mer.

L'exercice a mobilisé plus de 300 experts, techniciens et officiers, ainsi que les mécanismes de coopération de l'architecture régionale de sécurité maritime.



# AXE 2

# DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE INTÉGRÉ, DURABLE ET INNOVANT

# DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE INTÉGRÉ, DURABLE ET INNOVANT

**L'océan, les ressources naturelles et l'innovation constituent des piliers essentiels du développement économique de l'Indianocéanie. Dans cette région insulaire dépendante de ses écosystèmes marins et côtiers, concilier croissance économique, préservation de l'environnement et création d'emplois représente un défi majeur.**

**En 2025, la COI a poursuivi ses actions pour promouvoir une économie régionale intégrée, durable et innovante. Gestion durable des pêches, protection des littoraux, lutte contre la pollution plastique, promotion de l'économie circulaire et soutien à l'innovation illustrent la diversité des initiatives menées au bénéfice des populations et des économies insulaires.**

**À travers ces actions se dessine une ambition commune : valoriser durablement les ressources de l'océan Indien tout en renforçant la coopération régionale et les dynamiques d'innovation.**

## VALIDATION DU PLAN D'ACTION RÉGIONAL DE L'ÉCONOMIE BLEUE 2025-2030

Une trentaine d'acteurs régionaux et d'experts se sont réunis à Maurice pour examiner et valider le plan d'action régional de l'économie bleue (PAREB) 2025-2030.

Cette feuille de route vise à promouvoir le développement d'une économie bleue durable dans les États membres de la COI et dans la région. Elle ambitionne également de favoriser la création d'emplois, notamment pour les jeunes, dans des secteurs clés tels que la pêche, le tourisme, l'aquaculture ou encore les services maritimes.

Le PAREB a aussi pour objectif de renforcer la coordination et la cohérence des actions entre les États de l'océan Indien, tout en contribuant à la préservation des écosystèmes marins et côtiers.

## TransFORM SWIOFish5, LE NOUVEAU PROGRAMME DE PÊCHE ALLIANT SCIENCE, GOUVERNANCE, DURABILITÉ ET RÉSILIENCE

La pêche constitue un secteur clé qui relie l'ensemble des îles de l'Indianocéanie et concerne directement des millions d'habitants. Dans la région du Sud-Ouest de l'océan Indien, elle représente l'une des principales sources de protéines, fournissant plus d'un tiers des protéines animales consommées, soit près du double de la moyenne mondiale.

Financé à hauteur de 12 millions de dollars par la Banque mondiale, le projet TransFORM SWIOFish 5 vise à améliorer la gestion des pêches dans la région en renforçant la gouvernance, la gestion durable des stocks halieutiques et la protection de la biodiversité marine.

Ce projet favorise une collaboration efficace avec d'autres programmes régionaux, en soutenant la recherche innovante, le développement des capacités et la coopération dans le but de promouvoir des pratiques de pêche durable au bénéfice des communautés locales, du secteur privé et des équipes des institutions nationales liées à la pêche.



### LE SAVIEZ-VOUS ?

L'OCÉAN INDIEN EST LA DEUXIÈME RÉGION MONDIALE DE PRODUCTION DE THON, REPRÉSENTANT ENVIRON 20% DES CAPTURES MONDIALES.

(Source : <https://www.marinanguardian.org/general-1-2>)



### BON À SAVOIR

LE PROJET TransFORM SWIOFish 5 COUVRE LES 12 PAYS DE LA COMMISSION DES PÊCHES DU SUD-OUEST DE L'OCÉAN INDIEN : COMORES, FRANCE, KENYA, MADAGASCAR, MALDIVES, MAURICE, MOZAMBIQUE, SEYCHELLES, SOMALIE, AFRIQUE DU SUD, TANZANIE, YÉMEN.



## LE SAVIEZ-VOUS ?

EN 2023, L'Océan Indien a enregistré plus de 2 millions de tonnes de thon capturés.



## PÊCHE THONIÈRE : RENFORCER LA COOPÉRATION RÉGIONALE

Plus de 35 experts et techniciens des 12 pays membres de la Commission des pêches du Sud-Ouest de l'océan Indien (CPSOOI) se sont réunis à Maurice afin de renforcer la coopération régionale. C'était lors de la 13<sup>ème</sup> session du groupe de travail sur la collaboration et la coopération dans le secteur de la pêche thonière.

**Objectif :** consolider la coordination régionale, les initiatives de surveillance et la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) tout en examinant les principales avancées et en formulant les recommandations stratégiques.

Les participants ont également souligné la nécessité d'améliorer les systèmes de données, l'application des mesures portuaires et la gestion durable de cette ressource essentielle génératrice d'emploi mais aussi facteur clés pour la sécurité alimentaire de la région.

## CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE SUR LES PÊCHES : LE PLAN RÉGIONAL DE SURVEILLANCE CONSOLIDÉ

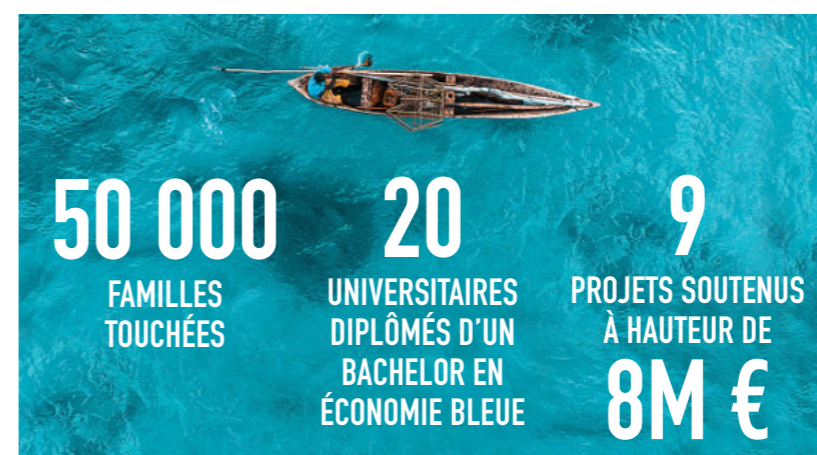
Les neufs pays insulaires et côtiers participant au Plan régional de surveillance des pêches (PRSP) ont réitéré leur volonté de pérenniser ce dispositif de coopération. C'était lors de la troisième réunion de haut niveau consacrée à ce mécanisme qui s'est tenue aux Seychelles. Les membres du comité ont salué les progrès réalisés en matière d'initiatives



communales et de partage d'information. Ils ont aussi souligné l'intérêt d'un tel dispositif de surveillance et de dissuasion reposant sur la mutualisation des ressources avec l'appui de l'Union européenne à travers le programme ECOFISH.

Sur la période 2020-2025 et sur une zone d'opération de 7 millions km<sup>2</sup>, le PRSP a permis de mener 12 patrouilles conjointes, conduisant à la détection de 37 infractions et au déroutement de 3 navires. Depuis sa création il y a 18 ans, le PRSP a effectué un total de 65 patrouilles régionales, contrôlé 723 navires, constaté 137 infractions, dérouté 21 navires. A cela s'ajoutent la mobilisation des moyens aériens avec 545 navires localisés et contrôlés ainsi que près de 8 millions de données de suivi des navires par satellite échangées.

## LES CHIFFRES CLÉS À RETENIR DU PROGRAMME ECOFISH



## PROMOTION DES BONNES PRATIQUES DE RÉSILIENCE CÔTIÈRE À L'UNOC3 ET À LA WIOMSA13

Le projet RECOS de la COI a participé à deux événements internationaux majeurs consacrés à la protection des océans et à la gestion durable des zones côtières. Il s'agit de la 3<sup>ème</sup> Conférence des Nations unies sur l'Océan (UNOC3), organisée du 9 au 13 juin 2025 à Nice (France), et du 13<sup>ème</sup> symposium scientifique de la Western Indian Ocean Marine Science Association (WIOMSA13), tenu du 28 septembre au 3 octobre à Mombasa (Kenya).



## BON À SAVOIR

LE PRSP REGROUPE NEUF ÉTATS PARTICIPANTS À SAVOIR LES ÉTATS MEMBRES DE LA COI, LE KENYA, LE MOZAMBIQUE, LA SOMALIE ET LA TANZANIE.

EN 2023, IL A REÇU UNE DISTINCTION MÉRITOIRE POUR SA CONTRIBUTION À LA LUTTE CONTRE LA PÊCHE INN PAR LE RÉSEAU INTERNATIONAL DE CONTRÔLE, SUIVI ET SURVEILLANCE LORS D'UN CONGRÈS MONDIAL À HALIFAX.

Ces rencontres ont permis de partager les expériences et les bonnes pratiques développées dans la région en matière de résilience côtière et d'adaptation aux changements climatiques



## Quels résultats ?

- Une position commune des États membres de la COI sur les enjeux océaniques pour les États insulaires, intégrée dans la déclaration de la conférence
- Des appuis aux jeunes scientifiques de la région pour leur participation aux deux évènements
- La valorisation des recherches scientifiques menées dans le cadre du projet RECOS
- Un plaidoyer, en partenariat avec l'IRD, pour la création d'un réseau régional en éducation océanique
- Des échanges de bonnes pratiques sur les solutions fondées sur la nature pour faire face aux défis climatiques
- Une contribution au premier rapport régional sur l'état des herbiers marins
- Un appui au réseau mangroves WIOMN et une contribution au guide de suivi écologique des mangroves



## Mieux comprendre les solutions douces contre l'érosion côtière

Dans le cadre du projet RECOS, une série de webinaires consacrés aux solutions fondées sur la nature pour lutter contre l'érosion côtière a été organisée en novembre 2025, en collaboration avec le Conservatoire du Littoral et ICO Solutions.

7 intervenants dont 3 experts de la région OIO (Université de la Réunion, Association pour la Gestion Durable du Parc Mangrove de Mrombé – GDPMM, Terrestrial Restoration Action Society of Seychelles – TRASS) ont partagé leurs expériences et présenté des initiatives concrètes de protection du littoral.

Plus de 300 personnes issues de 25 pays ont participé à ces webinaires.



Voir les épisodes en replay :



É 1



É 2



É 3

## GESTION INTÉGRÉE DU LITTORAL : UNE APPROCHE PILOTE À MAURICE

À Maurice, le district de Rivière Noire se situe au carrefour d'enjeux socio-économiques et environnementaux majeurs. Fortement sollicité par les activités touristiques, portuaires et halieutiques, ce littoral abrite également des communautés dont les moyens de subsistance dépendent étroitement des ressources marines.

Ce territoire est toutefois confronté à de fortes pressions : érosion côtière, inondations chroniques ou encore dégradation des mangroves. Ces phénomènes, exacerbés par le changement climatique et une urbanisation peu régulée, fragilisent l'équilibre, menaçant simultanément les infrastructures, les écosystèmes, le patrimoine culturel et la sécurité économique des communautés locales.

Afin de concilier développement économique et protection de l'environnement et ainsi renforcer la résilience de nos communautés et territoires, le projet RECOS a appuyé le développement d'une méthodologie standardisée d'élaboration de stratégie et de plans d'action de Gestion intégrée des zones côtières (GIZC) à l'échelle de ce district pilote de Rivière Noire.

À terme, l'objectif sera de favoriser l'appropriation de cet outil par le ministère de l'Environnement et le comité national GIZC pour sa réplique et la mise en œuvre de cette méthodologie aux autres districts de Maurice et de Rodrigues. En appui à cette initiative, une campagne de sensibilisation à la GIZC sera lancée à Maurice en 2026.



## LA GIZC, C'EST QUOI ?

La Gestion intégrée des zones côtières (GIZC) est une approche qui vise à mieux organiser les activités sur le littoral afin de protéger les écosystèmes tout en permettant leur utilisation durable. Elle repose sur un processus participatif impliquant afin de concilier développement économique, protection de l'environnement et bien-être des populations.

### SES OBJECTIFS ?

- Favoriser une utilisation durable et un partage équitable des ressources côtières
- Préserver l'équilibre écologique des écosystèmes marins et littoraux
- Prendre en compte les liens entre environnement, société, économie et culture
- Encourager une gouvernance participative associant l'ensemble des acteurs
- Limiter les impacts négatifs des activités humaines sur les zones côtières

## APPUI À LA CRÉATION D'UN OBSERVATOIRE DU LITTORAL

Du 22 au 25 juillet 2025, le projet RECOS a organisé un atelier régional sur l'observation et la gestion du littoral à Morondava, Madagascar. L'événement a réuni une trentaine d'experts techniques et scientifiques nationaux et internationaux, ainsi que d'autres parties prenantes des Comores, de la France/La Réunion, de Madagascar, de Maurice et des Seychelles. Il a également vu la participation des autorités nationales et locales dont le ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du territoire, le Gouvernorat de Menabe, la Préfecture et la Maire de la Commune urbaine de Morondava.

Cet atelier a permis de partager des expériences et des bonnes pratiques en matière d'observation et de gestion du littoral, d'identifier des solutions fondées sur la nature pour lutter contre l'érosion côtière et s'adapter aux changements climatiques, et d'explorer des outils innovants pour la planification côtière. Il a également contribué à renforcer les capacités des acteurs locaux grâce aux échanges techniques et au mentorat d'experts.

Parmi les principales recommandations figure la création et la pérennisation d'un observatoire local du littoral. Cet observatoire devrait être placé sous la tutelle du gouvernorat de la région Menabe et géré par le Comité régional de Gestion intégrée des zones côtières (CR-GIZC). D'autres recommandations incluent la mise à jour du Plan d'action régional GIZC parallèlement à celle du plan du Plan régional de développement, ainsi que l'évaluation du plan de travail du CR GIZC (2018-2022).



## CONVENTION DE NAIROBI : VERS UNE STRATÉGIE RÉGIONALE CONTRE LA POLLUTION PLASTIQUE

La COI a accueilli à Maurice un atelier régional consacré à l'élaboration d'une stratégie sur la pollution plastique et les produits chimiques associés dans le cadre de la Convention de Nairobi. Cet événement de trois jours avait pour objectif de contribuer à la co-construction d'un projet de stratégie régionale en vue d'une adoption lors de la COP12 de la Convention de Nairobi qui se tiendra à Dar-es-Salam en octobre 2026.

Les travaux ont notamment bénéficié de l'expertise développée dans le cadre du projet ExPLOI sur les pollutions plastiques. Son réseau régional d'acteurs privés, d'organisations de la société civile et de scientifiques, ainsi que la capacité de la COI à fédérer les initiatives à l'échelle régionale, constituent des leviers essentiels pour nourrir les discussions et renforcer la qualité technique des propositions.

Dans un contexte international marqué par l'absence d'accord sur un traité mondial contraignant en matière de pollutions plastiques marines, la COI affirme une approche proactive : structurer une réponse régionale adaptée aux réalités des États insulaires du sud-ouest de l'océan Indien.

## ExpLOI x PLASTIC ODYSSEY : UNE CAMPAGNE RÉGIONALE CONTRE LA POLLUTION PLASTIQUE

Pendant quatre mois, une campagne océanographique et citoyenne régionale a été menée par la COI dans le cadre de son projet Expédition Plastique océan Indien (ExpLOI) en collaboration avec le navire Plastic Odyssey.

Conférences, visites du navire Plastic Odyssey, ateliers scientifiques, actions scolaires, mobilisation de la population et rencontres avec le secteur privé ont rythmé ces escales dans les cinq États membres de la COI.



© Photos ExPLOI : Marine Reveilhac





## LE SAVIEZ-VOUS ?

En parallèle, une campagne scientifique a été menée en collaboration avec l'IRD : une vingtaine de scientifiques et jeunes chercheurs des États membres de la COI ont embarqué pour étudier la dérive des plastiques, leur biodégradation, leur toxicité et les risques bactériens, lors d'observations en zones côtières (Sainte-Marie, Mahé, Mohéli) mais aussi pendant les transits entre escales.



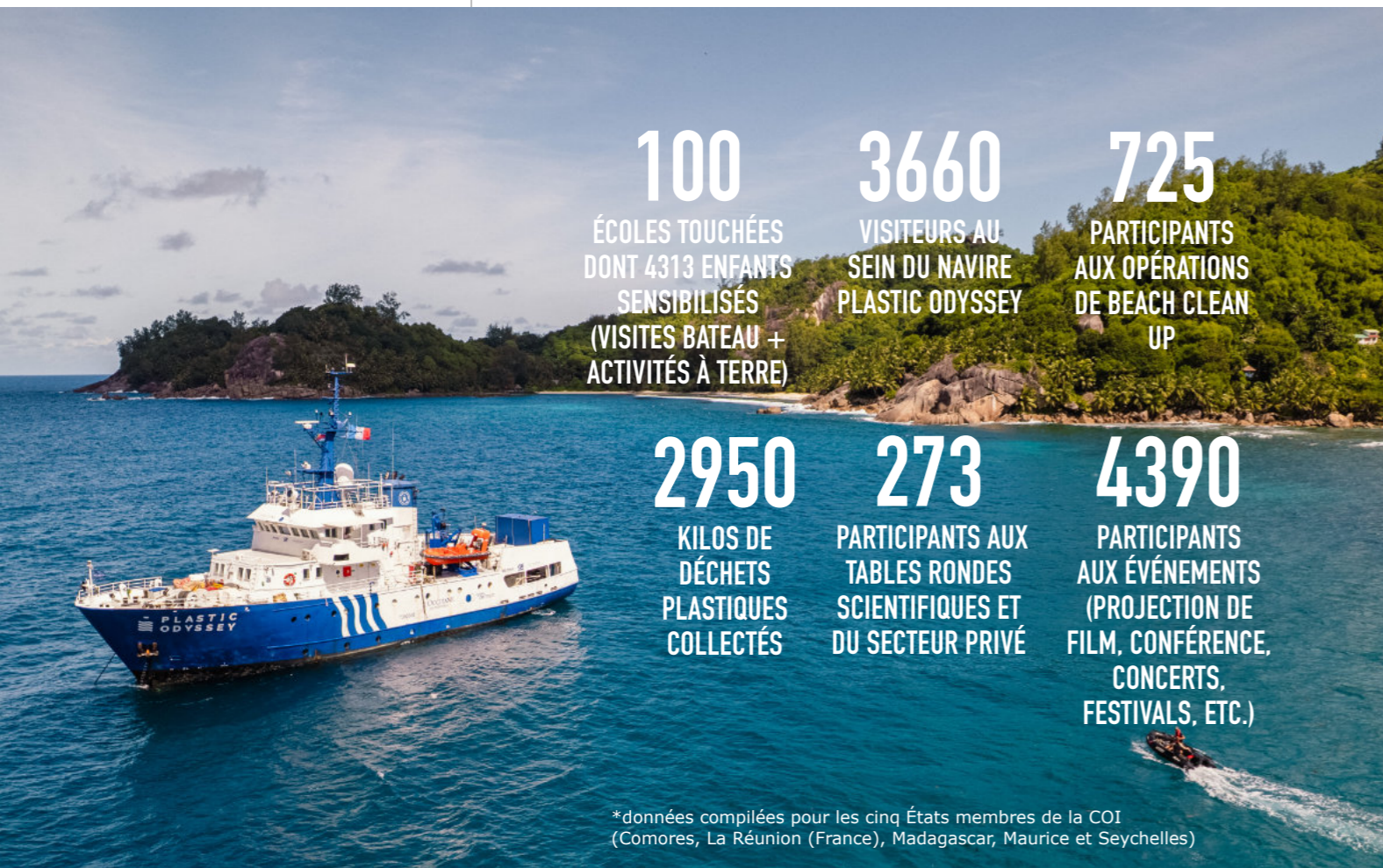
Objectif : sensibiliser le grand public, renforcer les dynamiques locales et mettre en lumière des solutions concrètes en faveur d'une économie circulaire dans l'océan Indien.



## LE SECTEUR PRIVÉ MOBILISÉ CONTRE LA POLLUTION PLASTIQUE

Dans le cadre du projet ExPLOI, la campagne menée avec le navire Plastic Odyssey a aussi mobilisé le secteur privé aux Comores, à Madagascar, à Maurice et aux Seychelles.

Des startups de l'économie circulaire ont bénéficié de formations à bord du navire et ont participé à des tables rondes avec les autorités publiques. Cette dynamique se poursuit avec l'incubation de 40 porteurs de projets autour de la réduction, de la réutilisation et du recyclage des plastiques, dont 12 bénéficieront d'un appui financier.



© Photos ExPLOI x Plastic Odyssey : Marine Reveilhac



## ENTRETIEN AVEC... DR SUSHMA MOORGAWA ÉCOLOGISTE MARINE ET CHERCHEUSE À L'UNIVERSITÉ DE MAURICE

Sushma, scientifique engagée, pilote la création d'un observatoire régional des pollutions plastiques marines dans le cadre du projet ExPLOI de la COI. Elle revient sur les premiers enseignements de cette année de recherche quant à la nature de la pollution plastique dans l'océan Indien.

### QUELS PREMIERS RÉSULTATS RESSORTENT DES TRAVAUX MENÉS AVEC EXPLOI ?

Des prélèvements côtiers ont été menés à Rodrigues et à Madagascar. Les données sont encore en cours d'analyse, mais certains résultats sont déjà marquants.

À Rodrigues, malgré la petite taille de l'île et sa faible population, la concentration de microplastiques observée sur certaines plages dépasse celle mesurée à Maurice. Les courants océaniques pourraient en être la cause, une hypothèse actuellement étudiée.

À Madagascar, les analyses montrent que les plastiques transportés par les courants servent de support à divers organismes. Certains portent des bactéries potentiellement nocives pour la santé humaine, ce qui ouvre de nouvelles pistes de recherche pour le projet ExPLOI.

L'année a également été marquée par la campagne océanographique menée avec l'IRD à bord du navire Plastic Odyssey, qui a permis de réaliser des prélèvements dans les lagons, les mangroves et en haute mer.

### QUELS ENJEUX ÉMERGENT AUTOUR DES PLASTIQUES ET MICROPLASTIQUES DANS L'OCÉAN INDIEN ?

En mer, les plastiques se fragmentent sous l'effet des vagues et des UV pour devenir des microplastiques. Ils peuvent transporter des organismes et être ingérés par la faune marine. Les risques associés, notamment lorsqu'ils sont porteurs de bactéries, restent encore mal connus et constituent

### QUEL MESSAGE SOUHAITEZ-VOUS ADRESSER AUX JEUNES CHERCHEURS ET CHERCHEUSES DE LA RÉGION ?

Le projet ExPLOI soutient activement la recherche régionale avec dix thèses de doctorat, dix-sept stages de Master et dix-huit de Licence. J'encourage aussi les jeunes à croire en leur potentiel. L'océan Indien et l'Afrique ont besoin de scientifiques engagés pour mieux comprendre et protéger ses écosystèmes, et les jeunes femmes ont toute leur place dans ces carrières.

## ISLANDS OCÉAN INDIEN : RÉDUIRE LES RISQUES LIÉS AUX PRODUITS CHIMIQUES ET DÉCHETS

Dans la région de l'Indianocéanie, la pollution plastique ne menace pas seulement les écosystèmes marins. Elle peut aussi constituer un vecteur de risques sanitaires, en transportant des substances chimiques et des micro-organismes potentiellement dangereux.

Le projet régional ISLANDS, financé par le Global Environment Facility (GEF) et mis en œuvre par le PNUD avec le soutien de la COI et de Business Mauritius, vise à réduire les risques liés aux produits chimiques dangereux et aux déchets.

Le projet contribue à protéger les écosystèmes fragiles tout en promouvant des économies circulaires inclusives et non toxiques.

## REGIONAL INNOVATION CHALLENGE : DES SOLUTIONS D'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Le projet TWENEX mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien et soutenu par l'Union européenne, en partenariat avec le Mauritius Research & Innovation Council, a lancé un concours régional destiné à promouvoir des solutions locales pour une meilleure gestion des déchets ainsi que pour un accès à une énergie propre et abordable.





Au total, 86 candidatures provenant des Comores, de Madagascar et de Maurice ont été enregistrées. Parmi elles, trois finalistes nationaux ont été retenus pour la grande finale organisée à Maurice.

À l'issue des auditions finales devant un jury d'experts, les frères Randriamorasata ont remporté le premier prix, accompagné d'une récompense de 2000 euros. Leur projet propose de remplacer le bois de chauffe par des résidus de distillation, auparavant enfouis dans les décharges, afin de produire de l'huile essentielle de girofle.

## UN FORUM TOURNÉ VERS LA RECHERCHE ET L'INNOVATION

C'est à Madagascar que le projet TWENex a organisé un forum régional consacré à l'innovation et aux solutions durables de valorisation des déchets. Pendant deux jours, plus de 200 participants issus des cinq États membres de la COI se sont réunis autour d'un objectif commun : transformer les déchets en ressources énergétiques renouvelables.

Chercheurs, universitaires, représentants des secteurs public et privé, organisations de la société civile et partenaires techniques et financiers ont partagé leurs expériences et exploré des solutions innovantes pour renforcer l'économie circulaire dans la région.

Ce forum a favorisé les échanges et les collaborations entre acteurs de l'innovation environnementale. Il a également été marqué par l'inauguration d'un laboratoire vivant à Alakamisy Fenoarivo, où les déchets ménagers des communes voisines sont transformés en biogaz et en briquettes de charbon écologique, illustrant concrètement le potentiel des déchets comme source d'énergie durable.



## LES CHIFFRES CLÉS À RETENIR DU PROJET ENFA-OI

Le projet ENFA-OI de promotion de l'entrepreneuriat s'est clôturé en 2025. Formations, participation à des salons internationaux pour gagner en visibilité et élargir le champ des opportunités ou encore émulation à travers une compétition régionale : les résultats positifs du programme ENFA-OI ont été présentés lors du dernier Comité de pilotage.



**57**

ENTREPRENEURS  
ACCOMPAGNÉS LORS DE  
SALONS INTERNATIONAUX

**20**

JEUNES ENTREPRENEURS  
RÉUNIS LORS D'UN  
BOOTCAMP #COPISTE

**283**

PROFESSIONNELS  
FORMÉS

**16**

FORMATIONS  
ORGANISÉES

## 119 JEUNES SENSIBILISÉS AUX ENJEUX ÉCONOMIQUES ET SÉCURITAIRES

Cinq webinaires ont été organisés entre septembre à octobre dans le but sensibiliser et former les jeunes de l'Indianocéanie à des thématiques clés telles que la sécurité maritime, l'économie bleue et circulaire, la cybersécurité et l'intelligence artificielle.

Ces rendez-vous digitaux ont permis aux jeunes participants de rencontrer et d'échanger avec des experts du secteur privé et public que le Centre Régional de Fusion des Informations Maritimes (CRFIM), Ocean Hub Africa, Landscape and Waste Management Agency (LWMA), l'Observatoire de cybersécurité de l'océan Indien (OCOI), AI4GOOD Festival et bien d'autres encore.

Au total, 119 jeunes ont pris part à ces formations, dont 64 ont obtenu un certificat après avoir suivi l'ensemble des webinaires et validé les évaluations finales, renforçant ainsi leurs compétences sur des enjeux stratégiques pour la région.

## CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION



La conférence ministérielle sur la sécurité alimentaire et la nutrition des États membres de la COI s'est tenue le 21 mars 2025 à Antananarivo. Elle a réuni les ministres en charge de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la nutrition ainsi que des partenaires techniques et financiers afin d'échanger sur les défis alimentaires dans la région et

identifier des stratégies communes pour y faire face.

Dans un contexte marqué par les effets du changement climatique, les perturbations économiques et la pression sur les ressources naturelles, les discussions ont porté sur plusieurs priorités : renforcer la production agricole locale, développer les chaînes de valeur agroalimentaire, promouvoir des systèmes alimentaires durables et consolider la coopération régionale.

Le Programme régional de sécurité alimentaire et de nutrition (PRESAN) a été présenté comme un cadre stratégique clé pour coordonner les actions et renforcer la résilience alimentaire dans l'Indianocéanie.

### LES CHIFFRES CLÉS À RETENIR DU PROJET SANOI

Le 12 février 2025, à Antananarivo, s'est tenue la cérémonie de clôture du Programme régional d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'océan Indien (SANOI) financé par l'UE.



### LE SAVIEZ-VOUS ?

LA SÉCURITÉ ET LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ÉTAIENT AU CŒUR DU 5<sup>ÈME</sup> SOMMET DES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT DE LA COI, CONFIRMANT L'IMPORTANCE STRATÉGIQUE DE CET ENJEU POUR L'AVENIR DE LA RÉGION.

**13**

PROJETS SOUTENUS  
DANS QUATRE ÉTATS  
MEMBRES DE LA COI

**40 000**

FEMMES SENSIBILISÉES À  
L'AMÉLIORATION DE  
L'ALIMENTATION DES  
NOURRISSONS ET DES JEUNES  
ENFANTS À MADAGASCAR

**+40 000**

EXPLOITANTS  
BÉNÉFICIAIRES D'UN  
ACCÈS FACILITÉ AUX  
SEMENCES ADAPTÉES AU  
CHANGEMENT CLIMATIQUE

# AXE 3

# ÉPANOUISSEMENT HUMAIN ET INCLUSIVITÉ

# ÉPANOUISSEMENT HUMAIN ET INCLUSIVITÉ

**C**réativité, patrimoine, jeunesse, santé. Autant de dimensions qui participent à l'épanouissement humain.

En 2025, la Commission de l'océan Indien a soutenu cette dynamique à travers une diversité d'initiatives : valorisation des talents littéraires avec le Prix Indianocéanie, inventaire du patrimoine architectural régional, soutien aux artistes et aux entrepreneurs culturels, formation des professionnels, promotion d'un secteur culturel plus inclusif et mise en lumière de nouvelles scènes créatives comme l'esport.

La culture a aussi servi de levier pour sensibiliser aux grands défis contemporains, comme le changement climatique, tandis que les actions menées dans le domaine de la santé ont permis de transformer des priorités régionales en projets concrets.

Au fil de ces initiatives se dessine une même ambition : contribuer à un développement plus inclusif et durable dans l'Indianocéanie.

## PRIX INDIANOcéANIE : UNE DYSTOPIE RÉUNIONNAISE PRIMÉE

Cap sur La Réunion en 2048. Plus d'eau. Plus d'électricité. Une société sous tension. C'est dans cet univers que nous entraîne Didier Lentrein, lauréat du Prix Indianocéanie 2025.

À travers ce roman, l'auteur imagine un futur proche où les ressources se raréfient et où les équilibres vacillent. Une fiction, certes. Mais une fiction qui fait écho aux vulnérabilités bien réelles de notre région insulaire face aux défis climatiques et énergétiques.



© Photos : Atelier des Nomades

Porté par la Commission de l'océan Indien, en partenariat avec le Département de La Réunion et l'Organisation internationale de la Francophonie, le Prix Indianocéanie en est à sa quatrième édition. Objectif : valoriser les talents littéraires de la région.

La remise du prix s'est tenue lors du Festival du livre de Trou d'Eau Douce, à Maurice. Didier Lentrein y a reçu son trophée, un chèque de 1000 euros ainsi qu'un exemplaire de son roman édité par l'Atelier des Nomades. Tiré à 500 exemplaires, l'ouvrage a ensuite été commercialisé dans l'ensemble de la région ainsi qu'en France, permettant à ce récit réunionnais de trouver son public à l'échelle de l'Indianocéanie, et au-delà.



### LE SAVIEZ-VOUS ?

LE FESTIVAL DU LIVRE DE TROU D'EAU DOUCE A BÉNÉFICIÉ D'UNE SUBVENTION DU PROJET ICC, DANS LE CADRE DE SON DISPOSITIF DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS.

## 366 ARCHITECTURES, 366 HISTOIRES À PRÉSERVER

À travers son projet ICC, la COI a conduit un inventaire régional des architectures traditionnelles de l'Indianocéanie. Résultat : 366 fiches documentant des maisons, bâtiments, ensembles urbains et savoir-faire qui racontent l'ingéniosité de nos îles. Au-delà du recensement, c'est une invitation à (re)découvrir notre patrimoine.

Bois, pierre, chaume, varangues ouvertes... Ces formes architecturales, adaptées au climat et aux ressources locales, témoignent d'un patrimoine vivant, façonné par les échanges et les métissages.

Cet inventaire constitue une ressource précieuse pour mieux connaître, valoriser et transmettre ces héritages, à l'heure où l'urbanisation rapide fragilise de nombreux sites. Préserver ces architectures, c'est aussi préserver une mémoire et une identité régionales.





## TRASH TO MUSIC : FAIRE DE LA MUSIQUE SANS INSTRUMENT TRADITIONNEL

En transformant des déchets en instruments, le projet dépasse le simple cadre d'un atelier artistique. Il offre aux jeunes un terrain d'expérimentation où ils gagnent en assurance, développent des savoir-faire et explorent leur potentiel créatif.

Ancré dans les réalités locales et ouvert à tous, il rend la pratique musicale accessible sans contrainte matérielle et encourage une réflexion collective sur notre rapport aux ressources. Ce qui semblait sans valeur devient matière sonore, source d'expression et de fierté.

La démarche ne s'arrête pas à l'upcycling. Elle met également en lumière des instruments traditionnels parfois oubliés et invite les nouvelles générations à se réapproprier ce patrimoine.

Le projet va plus loin. Il prend aussi la forme d'un livre, publié en septembre avec le soutien de la COI, conçu comme un guide pratique et un support pédagogique.

Cet ouvrage propose des pistes concrètes pour créer de la musique autrement et met en lumière des instruments traditionnels parfois menacés.

Comme l'explique Kan Chan Kin :

« L'ouvrage a également pour vocation de préserver notre folklore musical régional, en mettant en lumière des instruments en voie de disparition, tels que le bobre (arc musical). J'espère que ce livre trouvera sa place entre les mains des enfants, acteurs du monde de demain, à qui nous devons transmettre des valeurs responsables et des idées innovantes. »



### LE SAVIEZ-VOUS ?

En 2025, Kan Chan Kin a participé à la campagne océanographique et citoyenne menée d'avril à juillet dans l'océan Indien, portée par la Commission de l'océan Indien à travers le projet Expédition Plastique océan Indien. En tant qu'artiste et animateur d'ateliers d'upcycling, il a sensibilisé des centaines de jeunes et d'enfants en utilisant la musique comme outil d'éducation à l'environnement et d'engagement citoyen.



## CLAP DE FIN POUR THE CLIMATE SHOW

Après une tournée régionale en 2024 aux Seychelles, à La Réunion, aux Comores et à Madagascar, le spectacle immersif et interactif The Climate Show a tiré sa révérence en mars 2025 à Maurice.

Ce spectacle interactif, conçu pour les jeunes, a permis d'aborder de manière concrète et accessible les impacts du changement climatique et les solutions d'adaptation. Depuis son lancement dans la région en 2024, près de 4000 jeunes ont participé à cette expérience immersive.

Portée en partenariat avec l'Union européenne, cette initiative confirme l'importance d'outils innovants pour encourager l'engagement des nouvelles générations face aux enjeux climatiques.



## JINX, CHAMPIONNE ESPORT

À 14 ans, Shilo, alias Jinx, est devenue la première championne du tournoi régional esport 100% féminin Tekken 8, organisé dans le cadre du projet ICC de la Commission de l'océan Indien. Une victoire qui dépasse le simple cadre du jeu vidéo.

Dans un univers encore majoritairement masculin, son parcours illustre l'émergence d'un esport plus inclusif, où les jeunes femmes peuvent s'affirmer, développer des compétences numériques et accéder à de nouvelles opportunités.

Car l'esport ne se limite pas au jeu. Autour des compétitions gravitent des métiers d'avenir : coachs, commentateurs, graphistes, analystes, organisateurs d'événements, développeurs...



## À découvrir : une étude sur l'esport dans l'océan Indien



Elle dresse un état des lieux du secteur, analyse son potentiel économique et créatif et formule des recommandations concrètes pour structurer la filière. L'objectif : mieux accompagner les talents, renforcer l'écosystème régional et favoriser l'inclusion, notamment des femmes et des jeunes, dans ces métiers d'avenir.



### SHILO

C'EST UNE CARRIÈRE PROFESSIONNELLE. UN PEU COMME LE FOOTBALL OU LE BASKET, MAIS DEVANT UN ÉCRAN. C'EST L'AVENIR, ET CELA PROUVE QU'UNE PASSION, QUAND ELLE EST ENCADRÉE, PEUT DEVENIR UN VRAI PROJET DE VIE.



## VONY RANALA

(Madagascar),  
bénéficiaire du Fonds de  
Co-création, pour le  
projet Sa.crée, avec  
Marion Huet (La Réunion)

QUAND ON NE CONNAÎT  
QUE SON PROPRE PAYS,  
TOUT PARAÎT PARFOIS  
TOUT NOIR OU TOUT BLANC.  
EN CONFRONTANT NOS  
RÉALITÉS, ON RELATIVISE  
ET ON VOIT MIEUX OÙ SONT  
NOS FORCES ET CE QU'ON  
PEUT AMÉLIORER.

CETTE EXPÉRIENCE M'A  
AUSSI OFFERT UN LUXE  
RARE : ME CONCENTRER  
À 100% SUR MON TRAVAIL  
D'ARTISTE. TOUT ÉTAIT  
PENSÉ POUR QUE JE  
PUISSE CRÉER, VOIR DU  
MONDE, ÉCHANGER.

JE REPARS AVEC DES  
RENCONTRES FORTES,  
UN RÉSEAU ÉLARGI ET  
UN CARNET D'ADRESSES  
QUI VA COMPTER POUR  
LA SUITE.



## DES APPELS À PROJETS QUI OUVRENT DES OPPORTUNITÉS

Pour de nombreux artistes, opérateurs culturels et entrepreneurs, un appel à projets peut représenter un véritable tournant. Il permet de financer une idée, de développer un projet ou de donner une visibilité nouvelle à un talent émergent.

En 2025, le projet ICC de la Commission de l'océan Indien a multiplié ces opportunités à travers six appels à projets : AléVini, Tafà, Oeuvres numériques, Fonds de co-création et soutien aux événements culturels.

Ces dispositifs ont permis d'accompagner la création, de soutenir la circulation des œuvres et de dynamiser les collaborations dans toute la région.

Au total, 12 événements régionaux ont bénéficié d'un appui et 77 bénéficiaires directs ont été accompagnés dans le développement de leurs projets.

Au-delà des chiffres, ces appels à projets contribuent à structurer les filières culturelles et créatives et à offrir aux talents de l'Indianocéanie les moyens de transformer leurs idées en réalisations concrètes.

## DES OUTILS CONCRETS POUR UN SECTEUR PLUS INCLUSIF

Un nouveau MOOC régional, gratuit et certifiant, est désormais accessible pour accompagner les professionnels des industries culturelles et créatives de l'Indianocéanie.

À travers trois modules, il aborde des thèmes essentiels comme l'égalité de genre, la diversité, l'inclusion et la

prévention des violences basées sur le genre. L'objectif est d'aider les acteurs du secteur à mieux comprendre ces enjeux et à adopter des pratiques plus justes et plus sûres.



## 120 PROFESSIONNELS FORMÉS

Derrière les festivals, les expositions ou les spectacles, il y a des métiers. En 2025, le projet ICC de la Commission de l'océan Indien a contribué à renforcer les compétences des acteurs du secteur culturel et créatif dans la région.

# 49

BÉNÉFICIAIRES  
D'UNE FORMATION  
RÉGIONALE EN  
MANAGEMENT  
CULTUREL

# 48

FEMMES  
FORMÉES AU  
TOURISME  
CULTUREL\*

# 23

DANSEURS ET  
DANSEUSES DU PREMIER  
CURSUS DIPLÔMANT EN  
DANSE CONTEMPORAINE  
DE LA RÉGION



## CHRISTINA ROUMIAN\*

Coco Farm

LE PROGRAMME M'A AIDÉE À  
AFFINER MON MODÈLE  
COMMERCIAL ET À CONNECTER  
MES PRODUITS AGRICOLES AU  
MARCHÉ PLUS LARGE DU  
TOURISME CULTUREL.



## BON À SAVOIR

### UNE RENCONTRE POUR DES ICC PLUS SÛRES

Le projet ICC a organisé en juin une rencontre-action "Vers des Industries culturelles et créatives sûres et inclusives dans l'océan Indien."

Les échanges se sont appuyés sur des données et témoignages de participants venus Comores, Madagascar, Maurice, Mozambique, La Réunion et Seychelles.

Objectif : identifier des bonnes pratiques, valoriser des initiatives positives et de formuler des recommandations pour renforcer la sécurité et l'inclusion dans le secteur culturel.





## LE SAVIEZ-VOUS ?

### LES ICC, UN MOTEUR DE DÉVELOPPEMENT

En 2025, la COI a poursuivi ses efforts pour faire reconnaître les industries culturelles et créatives (ICC) comme un véritable levier de développement pour la région.

Cet engagement s'est traduit par des actions de plaidoyer lors de grands rendez-vous internationaux, comme MONDIACULT 2025 et le Festival de Cannes, afin de mieux faire entendre la voix des acteurs culturels de l'Indianocéanie.

En parallèle, les rencontres en ligne « ICC Konèk » ont permis de maintenir un dialogue régulier avec les professionnels du secteur : partager des informations, répondre aux questions et renforcer les liens entre les acteurs culturels de la région.

## SANTÉ : TRANSFORMER LES PRIORITÉS RÉGIONALES EN PROJETS CONCRETS

L'épanouissement humain passe aussi par la santé. En 2025, le réseau SEGA - One Health de la COI a organisé un atelier régional consacré au montage de projets sur la nutrition et les maladies non transmissibles (MNT), deux enjeux majeurs pour les populations de l'Indianocéanie.

Objectif : transformer des priorités sanitaires régionales en projets solides et finançables.

En mobilisant l'approche One Health, qui relie santé humaine, santé animale, environnement et déterminants socio-économiques, l'atelier a inscrit ces enjeux dans une vision globale du bien-être et du développement durable. Il ne s'agit pas seulement de traiter des symptômes, mais d'agir sur les causes profondes.

Concrètement, les travaux ont permis d'aboutir à une note conceptuelle solide, à la structuration d'un consortium et à la préparation d'un dossier prêt à soumission auprès des bailleurs.

Au-delà de la candidature, cette initiative renforce la capacité régionale à concevoir, structurer et porter des projets ambitieux en santé publique. Car mieux nourrir, prévenir les maladies chroniques et renforcer les systèmes de santé, c'est poser les bases d'un développement plus équitable et d'un véritable épanouissement des populations.

### LEUR VOIX COMPTE

Le projet GPS de la COI, soutenu par l'AFD, a organisé l'itinérance d'une exposition de photographies intitulée "Ma voix compte" à Madagascar. Construite avec les photographies d'un concours régional de la COI, cette exposition était accompagnée d'atelier de sensibilisation sur la gouvernance et l'engagement citoyen. Au total, 2554 personnes ont participé activement à l'exposition et aux ateliers parallèles dont 60% de publics scolaires.



## AXE 4

# ARCHITECTURE INSTITUTIONNELLE ET PARTENARIALE RENFORCÉE

# ARCHITECTURE INSTITUTIONNELLE ET PARTENARIALE RENFORCÉE

**E**n 2025, la COI a consolidé ses fondations politiques, administratives et partenariales. Gouvernance régionale, modernisation interne, conformité et diplomatie internationale ont constitué les piliers de ce renforcement.

## 39<sup>ème</sup> CONSEIL DES MINISTRES AUX SEYCHELLES

Les 15 et 16 avril 2025, Victoria a accueilli le 39<sup>ème</sup> Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien, moment fort de la coopération politique régionale.



À cette occasion, les Seychelles ont passé le flambeau de la présidence annuelle de la COI à l'Union des Comores, conformément au principe de rotation entre États membres.

Pendant leur mandat, les autorités seychelloises ont concentré leurs efforts sur la sécurité maritime, la diplomatie climatique ou encore l'implication de la jeunesse. La présidence seychelloise de la COI a ainsi été marquée par le lancement du programme Safe Seas Africa et la prise de présidence du Groupe de contact contre les trafics illicites dans l'océan Indien, un séminaire parlementaire sur les enjeux climatiques et la participation de la COI à la 4<sup>e</sup> Conférence des Nations unies sur les PEID à Antigua-et-Barbuda, ou encore le lancement du Parlement des jeunes de l'Indianocéanie.

La présidence comorienne 2025-2026 de la COI a, quant à elle, fixé comme priorités l'économie et la sécurité alimentaire, le plaidoyer insulaire ainsi que la connectivité et la mobilité régionales.

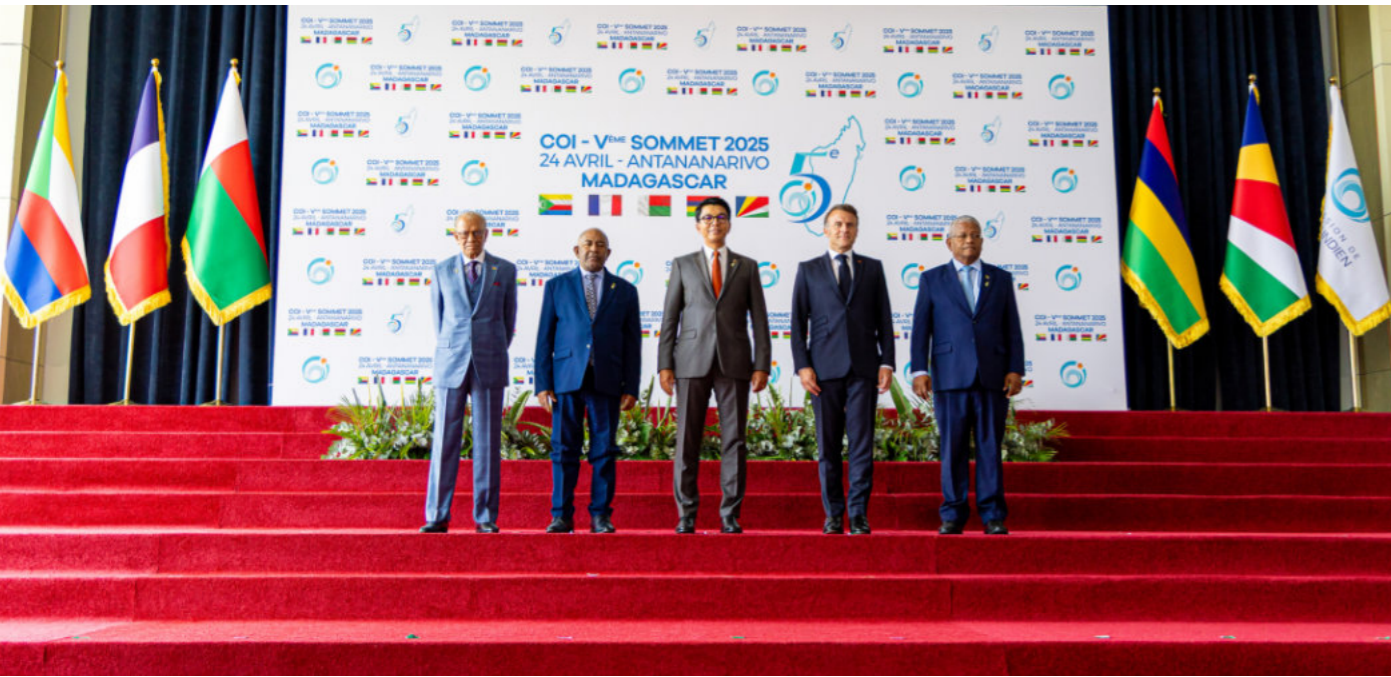
## SOMMET DES CHEFS D'ÉTAT : UNE VISION COMMUNE POUR L'INDIANOCÉANIE

Le 24 avril 2025, à Antananarivo, les chefs d'État et de gouvernement de la COI se sont réunis en sommet, dix ans après celui de Moroni.

Au-delà du protocole, ce 5<sup>ème</sup> sommet a marqué un temps fort politique placé sous le thème de la sécurité et de la souveraineté alimentaires, afin de donner une impulsion stratégique au développement du marché régional. Produire davantage localement, transformer sur place et renforcer les échanges entre îles constituent les leviers identifiés pour accroître l'autonomie régionale.

Ce sommet a aussi été l'occasion de prendre du recul. Quarante ans après la création de la COI, les États membres ont mesuré le chemin parcouru et esquissé les priorités pour les années à venir : résilience climatique, santé, connectivité, coopération économique et intégration régionale.





## En marge du Sommet : la coopération en images

Une exposition photographique composée de 40 clichés d'archives a accompagné le Sommet.

Elle a rappelé que la coopération régionale ne se résume pas à des déclarations officielles. Elle se traduit par des projets concrets, des bénéficiaires et des impacts visibles sur le terrain.



**BON À SAVOIR**  
**CETTE EXPOSITION VOYAGERA DANS LES ÉTATS MEMBRES À PARTIR DE 2026**



**À QUOI SERT UN SOMMET ?**



## VISITE D'ÉTAT DU PRÉSIDENT MACRON À MAURICE

Les 20 et 21 novembre 2025, le président de la République française, Emmanuel Macron, s'est rendu à Maurice pour une visite d'État, la première d'un chef d'État français dans l'océan Indien depuis plus de trente ans.

Cette visite a réaffirmé l'engagement commun en faveur du renforcement de la coopération régionale au sein de la COI. Les échanges ont notamment porté sur la protection des océans, la sécurité maritime, la lutte contre la pollution plastique et le développement des industries culturelles et créatives.

À travers ces priorités partagées, la France et Maurice ont souligné l'importance d'une action collective face aux défis climatiques, environnementaux et économiques propres aux territoires insulaires.



© Photo : GIS Maurice



## Zoom sur les actions de la COI

À Port Louis, une séquence dédiée à l'innovation culturelle et numérique a illustré le dynamisme du projet ICC : première compétition d'esport 100% féminine de la région et soutien au forum consacré aux jeux vidéo et à l'e sport, présentés comme des moteurs d'inclusion et d'opportunités professionnelles pour la jeunesse. Le rapport régional sur l'esport en Indianocéanie a été remis au Président Emmanuel Macron à cette occasion.

Sur le volet environnemental, l'escale du navire Plastic Odyssey a rappelé l'engagement régional contre la pollution plastique marine. Cette étape s'inscrit dans la campagne menée d'avril à juillet dans le cadre du projet ExpLOI de la COI, qui a mobilisé des chercheurs de l'IRD et des scientifiques des États membres. Cette expédition scientifique, d'une ampleur inédite dans l'océan Indien, a permis de recueillir des données précieuses pour mieux mesurer et comprendre les impacts des déchets plastiques en mer.

## COMPRENDRE LA COOPÉRATION RÉGIONALE À TRAVERS L'ACTION DE LA COI

Pourquoi les États insulaires coopèrent-ils au sein de la Commission de l'océan Indien ? Et quels bénéfices concrets cette coopération apporte-t-elle aux populations de la région ?

Dans l'Indianocéanie, de nombreux défis dépassent les frontières : changement climatique, sécurité maritime, sécurité alimentaire ou encore préservation des ressources marines. Face à ces enjeux, l'action collective permet de mutualiser les moyens, partager les expertises et porter une voix commune sur la scène internationale.

La COI joue un rôle central dans cette dynamique. Elle mobilise des financements internationaux, coordonne des projets régionaux et facilite les partenariats afin de transformer les priorités des États membres en actions concrètes.





## BON À SAVOIR

### DIALOGUE RÉGIONAL DU FONDS VERT POUR LE CLIMAT

La COI a participé au dialogue régional du Fonds vert pour le climat (FVC) en Afrique à Addis-Abeba. Cette rencontre a permis d'échanger sur les réformes visant à



faciliter l'accès aux financements climatiques et à renforcer les capacités des institutions africaines.

Elle a également ouvert des perspectives pour le développement de nouveaux projets climatiques dans la région.

## FINANCE CLIMAT : RENFORCER LA CONFIANCE

Après avoir obtenu en 2024 son accréditation auprès du Fonds vert pour le climat, la COI poursuit le renforcement de ses pratiques internes.

En 2025, la COI a participé à un atelier d'échange entre institutions accréditées pour partager les bonnes pratiques en matière d'intégrité et de gestion des financements climatiques.

Au programme : prévention de la corruption, gestion des conflits d'intérêts, règles de passation des marchés, mécanismes d'alerte et gestion des risques.

Objectif ? Garantir une gestion rigoureuse, transparente et fiable des fonds mobilisés pour le climat.

## TESTER LES SYSTÈMES INTERNES

En 2025, la COI a réalisé un audit à blanc "pillar assessment" afin d'évaluer la solidité de ses systèmes avant toute évaluation formelle de l'Union européenne. Contrôle interne, finances, audit, gestion des risques, procédures fiduciaires : chaque pilier a été passé au crible.

Objectif ? Identifier ce qui fonctionne bien, repérer les points à améliorer et mettre en place un plan d'action clair.

## STRUCTURER LE SUIVI ET L'ÉVALUATION



En 2025, la COI a engagé un travail structurant pour développer un cadre institutionnel de suivi-évaluation.

Un atelier en mai dédié a permis de poser les bases d'un dispositif harmonisé visant à mieux mesurer l'avancement et les résultats des activités. L'objectif est de s'appuyer sur des indicateurs clairs, une collecte de données structurée et des mécanismes d'assurance qualité. Ce premier travail a permis d'initier l'élaboration d'un cadre logique consolidé, d'un plan de suivi-évaluation, de tableaux de bord institutionnels et de revues périodiques pour l'ensemble de la COI.

Concrètement, ce dispositif renforce la redevabilité vis-à-vis des bailleurs et améliore la prise de décision interne en s'appuyant davantage sur des résultats mesurables.

## FORMER POUR RENFORCER L'INSTITUTION

En 2025, le Secrétariat général de la COI a poursuivi le renforcement des compétences de ses équipes afin de consolider ses pratiques internes, d'anticiper les évolutions réglementaires et technologiques et de renforcer sa crédibilité auprès de ses partenaires.

## MODERNISATION, ÇA CHANGE QUOI CONCRÈTEMENT ?

### CE N'EST PAS SEULEMENT COCHER DES CASES DE CONFORMITÉ. CELA SIGNIFIE :

- **RENFORCER** les compétences internes et professionnaliser les équipes
- **SÉCURISER** la gestion des financements internationaux
- **RÉDUIRE** les risques juridiques et fiduciaires
- **AMÉLIORER** la transparence
- **STRUCTURER** la prise de décision grâce à de meilleurs outils de suivi
- **RENFORCER** la confiance des partenaires techniques et financiers
- **ACCÉLÉRER** la mobilisation de nouvelles ressources
- **SE CONFORMER** aux meilleurs standards de gestion et de contrôle

## Audit interne, audit IT et intelligence artificielle

L'équipe d'audit a suivi une formation sur les nouvelles normes internationales de l'audit interne, l'audit des systèmes d'information et les enjeux liés à l'intelligence artificielle. L'objectif était d'adapter les méthodes de contrôle aux évolutions technologiques et aux exigences internationales.

Résultat : un plan d'action de mise en conformité a été élaboré et l'équipe dispose désormais d'outils plus adaptés pour conduire des missions d'audit IT et intégrer les risques liés aux technologies émergentes.

## Normes comptables IPSAS

Dans le cadre de la transition vers les normes comptables du secteur public IPSAS, une formation a été dispensée afin de renforcer la maîtrise des principes, des impacts sur les états financiers et des exigences de contrôle.

Résultat : une amélioration attendue de la transparence et de la comparabilité des informations financières, ainsi qu'un meilleur alignement avec les attentes des partenaires dans le cadre des exigences dites "Piliers".

## Protocole diplomatique

Une formation en protocole diplomatique a été organisée pour améliorer l'organisation des événements officiels. Elle a porté sur les règles de préséance, les placements, l'utilisation des drapeaux, le cérémonial, la gestion des invitations et la coordination logistique.

Résultat : une meilleure maîtrise des standards protocolaires, une réduction des risques d'incidents et une qualité d'accueil renforcée lors des réunions de haut niveau.



## GESTION DES COMPÉTENCES EN RESSOURCES HUMAINES

En 2025, une expertise dédiée a été mobilisée pour accompagner la mise en place d'un cadre de gestion des compétences au sein de la COI. Ce travail a permis d'initier l'élaboration d'un référentiel métiers, d'une cartographie des compétences et d'outils d'évaluation.

Objectif : une gestion des ressources humaines plus stratégique, une meilleure adéquation entre les postes et les profils et des parcours professionnels plus lisibles et structurés.

## DIPLOMATIE RÉGIONALE : PORTER LA VOIX DES ÎLES

En 2025, la COI a représenté la région lors de plusieurs grands rendez-vous internationaux : le Sommet SIDS de l'OPEC Fund en mai en Autriche, la Conférence des Nations unies sur l'océan (UNOC) en juin en France et la TICAD 9, organisée en août au Japon.

### Sommet SIDS

Lors de cet événement dédié aux petits États insulaires, la COI a défendu les priorités de l'Indianocéanie : mieux financer l'adaptation au changement climatique, renforcer la sécurité alimentaire et obtenir des mécanismes de financement plus adaptés aux réalités des îles. À cette occasion, la COI a également présenté un mécanisme dédié à la résilience des îles, conçu pour proposer des solutions sur mesure. Cette approche dépasse le financement classique en combinant appui financier, renforcement des capacités et partage de connaissances.



### UNOC 3

La COI a rappelé que la région est directement concernée par les engagements internationaux en faveur de la protection des océans. Pollution plastique, gestion durable des ressources marines, sécurité maritime : autant d'enjeux essentiels pour des territoires dont l'économie et la vie quotidienne sont étroitement liées à la mer.



### TICAD 9

La COI a présenté ses priorités en matière de résilience climatique, de transition énergétique et de développement économique. Le Japon, membre observateur de la COI, représente un partenaire important pour la coopération technique et l'innovation.





## LE SAVIEZ-VOUS ?

### JOURNÉES D'ÉTUDES INDO- PACIFIQUES 2025, LA RÉUNION

En février 2025, la COI a participé aux Journées d'études indopacifiques organisées à La Réunion. Les échanges ont notamment souligné l'importance de renforcer la coopération régionale en matière de sécurité maritime, autour des centres CRFIM et CRCO, ainsi que le projet de création d'un institut régional dédié à la sécurité et à la sûreté en mer.

Les discussions ont également porté sur la nécessité de développer un espace agricole et commercial régional et de renforcer la coopération entre les États de la région.

## DES RELATIONS PLUS RESSÉRÉES AVEC LES OBSERVATEURS



L'Union européenne, partenaire historique de la COI et observateur, soutient fortement le renforcement de l'architecture institutionnelle de la COI. Cet appui prend la forme d'un programme dédié, COI Horizon 2030, qui se décline sous la forme d'un appui au fonctionnement et à la mise en oeuvre du Plan de développement stratégique avec l'Agence française de développement, et, d'autre part, sous la forme d'une assistance technique qui accompagne le processus d'accréditation aux 9 piliers de l'UE.

De son côté, le Japon, devenu observateur auprès de la COI en 2020, maintient un dialogue technique avec la COI. C'est dans cet esprit que l'organisation a participé à la TICAD 9 à Yokohama et qu'elle a contribué à la tenue d'activités conjointes sur la robotique, l'IA ou encore l'Indopacifique et l'économie bleue.

La Chine, premier pays à accéder au statut d'observateur en 2016, a réitéré son soutien au fonctionnement de l'organisation par un nouveau don de 90 000 USD visant à accompagner les actions de la COI pour la jeunesse, les énergies ou encore la sécurité alimentaire.

La collaboration avec l'OIF s'oriente surtout sur les questions de gouvernance et de développement culturel, notamment au travers du Prix Indianocéanie également soutenu par le Département de La Réunion. Avec l'Ordre de Malte, le dialogue porte principalement sur la prévention et la réduction des risques de catastrophes.

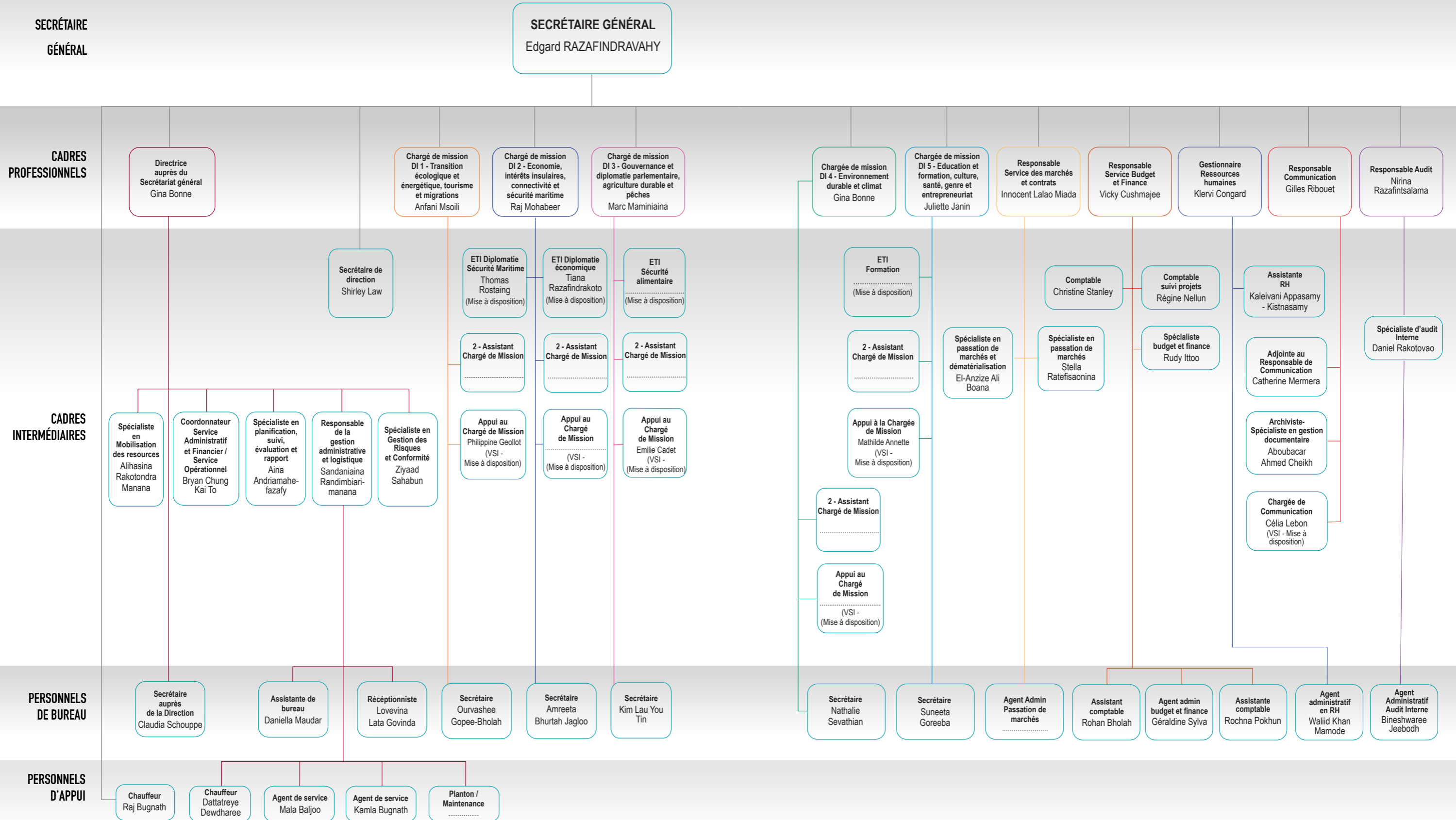
Enfin, l'année 2025 a été marquée par l'élargissement du groupe des observateurs auprès de la COI avec l'octroi de ce statut à la Corée du Sud par le 39<sup>ème</sup> Conseil des ministres.



# ADMINISTRATION ET FINANCES

# ORGANIGRAMME DU SECRÉTARIAT

# GÉNÉRAL (AU 31 DÉCEMBRE 2025)



## RESSOURCES HUMAINES

Au cours de l'année 2025, le service des Ressources Humaines de la COI a poursuivi ses efforts pour moderniser et renforcer la gestion du personnel, en consolidant à la fois les processus opérationnels, le développement des compétences et la conformité aux standards internationaux.



### RECRUTEMENT ET INTÉGRATION DU PERSONNEL

Une dizaine de recrutements ont été effectués, permettant de pourvoir l'ensemble des nouveaux postes du Secrétariat général. L'équipe RH elle-même s'est renforcée avec l'intégration d'un nouvel agent administratif en janvier 2025. Par ailleurs, quatre sessions d'intégration ont été organisées pour les nouveaux agents, favorisant leur familiarisation avec l'organisation et ses procédures.



### FORMATION ET SENSIBILISATION

La montée en compétences du personnel a été soutenue par plusieurs initiatives :

- Deux sessions de prévention des discriminations, du harcèlement et des abus d'autorité
- Trois sessions sur le code éthique et les procédures de lanceur d'alerte

La participation active à la newsletter du personnel, incluant des conseils de développement personnel, renforçant la communication interne et l'accompagnement professionnel

Le 28 janvier 2025, un atelier sur la protection des données personnelles a été organisé avec le soutien de l'équipe AT Horizon 2030, renforçant la sensibilisation aux enjeux de confidentialité et de sécurité des informations.

Un plan de formation ambitieux pour 2025-2027 a par ailleurs été approuvé, offrant un cadre structuré pour le développement continu des compétences et la montée en expertise du personnel.



### DIGITALISATION ET OUTILS RH

En février 2025, la plateforme Absentify a été introduite pour la gestion électronique des absences, accompagnée de sessions de sensibilisation pour les utilisateurs. Cette solution a permis d'automatiser et de fiabiliser les processus, de réduire les erreurs et le temps de traitement, d'améliorer la planification grâce à une visibilité en temps réel des soldes et absences, tout en renforçant la sécurité des données et en favorisant la dématérialisation.



### RÉVISION DU STATUT DU PERSONNEL

Des progrès significatifs ont été réalisés dans la révision du Statut du personnel, axe stratégique de modernisation du cadre RH. Le projet a été élaboré de manière participative, impliquant le service RH, le Comité du personnel et le Comité de direction. Un atelier de travail avec les États membres a eu lieu les 4 et 5 mars 2025, suivi d'une réunion virtuelle le 25 mars, permettant de passer en revue les sept premiers chapitres du texte. Les consultations se poursuivent sur les aspects à incidence budgétaire. Parallèlement, l'élaboration des directives d'application a avancé, avec notamment l'adoption d'une directive sur le travail flexible, contribuant à un environnement de travail plus équilibré et performant.



### RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION RÉGIONALE

En avril 2025, la gestionnaire RH a effectué des visites au Centre Régional de Fusion d'Informations Maritimes (CRFIM) à Madagascar et au Centre Régional de Coordination Opérationnelle (CRCO) aux Seychelles, dans le cadre du programme européen Safe Seas Africa. Ces missions ont permis de mieux comprendre le fonctionnement des centres, d'identifier les défis organisationnels et techniques, et de formuler des recommandations visant à renforcer le cadre organisationnel, les capacités de soutien et la durabilité opérationnelle.



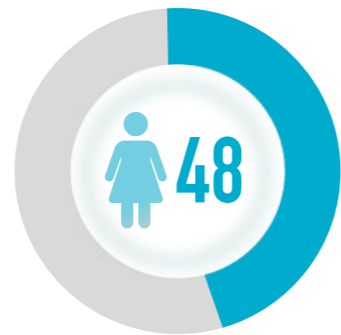
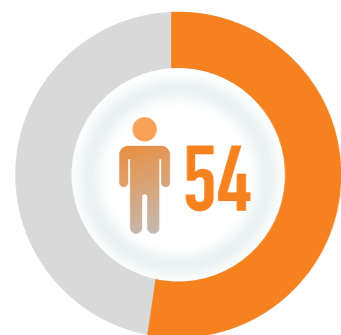
### CONFORMITÉ ET AUDIT

Entre juillet et août 2025, le service RH a participé avec succès à l'audit blanc relatif aux neuf piliers de l'Union européenne. L'audit a confirmé le niveau globalement satisfaisant des pratiques RH de la COI, avec seulement quelques recommandations mineures et non bloquantes, soulignant la robustesse du dispositif tout en identifiant des pistes d'amélioration.

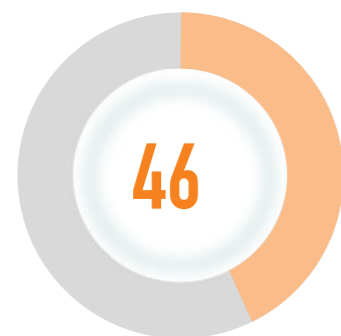
## PERSONNEL EN 2025 – DISTRIBUTION PAR PAYS ET PAR GENRE

PAYS	MAU.		MAD.		COM.		SEY.		FRAN / REU		AUTRE		TOTAL PERSONNES	TOTAL HOMMES	TOTAL FEMMES
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F			
SEXE	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F			
TOTAL	18	18	15	15	8	0	0	3	6	10	7	2	102	54	48
GRAND TOTAL	36		30		8		3		16		9		102		

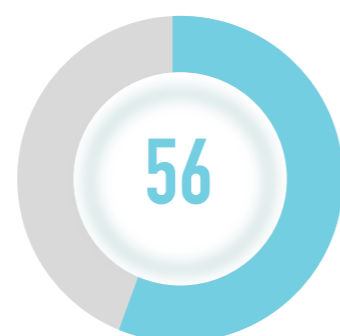
### TOTAL DU PERSONNEL PAR GENRE



### TOTAL DU PERSONNEL



PROJETS



SECRETARIAT

## AUDIT INTERNE

### COMITÉ D'AUDIT ET DE RISQUES DE LA COI

Le Comité d'Audit et des Risques (CAR) est institué par décision du Conseil des ministres pour assurer, en son nom, la supervision indépendante de la gouvernance, de la gestion des risques, du contrôle interne et de la fonction d'audit interne de la Commission de l'océan Indien. Il agit en qualité d'organe de gouvernance au sens des Normes d'audit interne 2024 et veille à ce que la fonction d'audit interne dispose de l'indépendance, de l'autorité et des ressources nécessaires à l'exécution de son mandat.

Il est composé de hauts fonctionnaires issus des cinq États membres de la COI.

### MEMBRES DU COMITÉ D'AUDIT ET DES RISQUES



M. Mohamed Abdoul El Karim  
Comores

Inspecteur Général des Finances, disposant d'une expérience confirmée en gouvernance économique nationale et régionale, acquise notamment à travers sa participation à des travaux et forums de haut niveau auprès de l'OMC, du FMI et des organisations régionales COMESA, EAC et SADC, dans les domaines de l'intégration économique, des politiques commerciales et de la coopération régionale.



M. Thierry Pellé  
France / La Réunion

Contrôleur budgétaire auprès du Directeur régional des finances publiques de La Réunion, responsable du pôle du contrôle budgétaire et comptable interministériel, avec un parcours approfondi au sein du ministère de l'Économie et des Finances et une expérience de contrôleur général économique et financier exercée auprès d'organismes culturels nationaux, du ministère des Armées et de la Direction générale de l'aviation civile.



M. Tolotra Raharijaona Christian  
Madagascar

Directeur de l'Audit interne au ministère de l'Économie et des Finances de Madagascar, disposant d'une solide expérience nationale et régionale en audit, gouvernance et gestion des risques, notamment en tant que Senior official au sein de l'ESAAMLG/FATF et membre de comités de pilotage stratégiques, avec une participation active aux travaux internationaux en matière de transparence, de lutte contre le blanchiment et de gouvernance publique.



M. Gooruchandrasen Madhow  
Maurice

Assistant Director of Audit depuis juillet 2023 au National Audit Office, disposant de plus de vingt-cinq ans d'expérience dans le domaine de l'audit, après un début de carrière dans le secteur bancaire, et actuellement chargé de superviser l'audit d'un portefeuille de ministères, d'organismes statutaires, de fonds spéciaux et d'une collectivité locale.



Mme Colette Jean-Louis  
Seychelles

Professionnelle expérimentée en finance, audit et gouvernance, actuellement Principal Analyst à la Public Enterprise Monitoring Commission (PEMC) des Seychelles, disposant d'une solide expertise en audit externe, analyse financière, suivi de la performance et gestion des risques, acquise au sein d'un cabinet d'audit international et dans la supervision stratégique des entreprises publiques.

En 2025, le Comité a tenu trois réunions, dont deux en présentiel (mars et novembre) et une par visioconférence (juillet), assurant ainsi la continuité et l'efficacité de ses travaux tout au long de l'année.

## ÉTAT D'AVANCEMENT GLOBAL DES ACTIVITÉS DU SERVICE D'AUDIT INTERNE

Au 31 décembre 2025, la mise en œuvre du plan d'audit interne pour la période avril 2025 – mars 2026 présente un niveau d'avancement globalement satisfaisant. Sur les 13 missions prévues, 10 missions ont été réalisées. Trois missions ont été reportées à l'exercice 2026 en raison d'un ajustement du calendrier du plan annuel d'audit.



Au-delà de la réalisation des missions, la fonction d'audit interne a conduit plusieurs actions structurantes, notamment la sensibilisation du personnel aux thématiques de l'éthique, du contrôle interne et du mécanisme de lanceur d'alerte, ainsi que le renforcement des capacités de l'équipe à travers une formation spécialisée à Douala portant sur les nouvelles Normes internationales de l'IIA (2024) et l'audit des systèmes d'information



Par ailleurs, l'exercice a été marqué par la révision de la Charte d'audit interne et la validation du plan stratégique triennal de l'audit interne, conformément aux exigences des Normes d'audit interne 2024, ainsi que par les travaux préparatoires à l'évaluation externe de la qualité (EQA) de la fonction d'audit interne.



Globalement, le taux de couverture du plan annuel demeure supérieur à la proportion du temps écoulé, traduisant une efficacité opérationnelle maîtrisée et une bonne capacité d'exécution du plan d'audit interne.

## IMPACTS ET RÉSULTATS OBSERVÉS

L'année 2025 a été marquée par un renforcement notable de la fonction d'audit interne, tant en termes de crédibilité que d'impact.

Les travaux menés ont contribué au renforcement de la gouvernance et de la conformité, notamment par l'amélioration du suivi des engagements contractuels et des procédures de passation de marchés, la révision de la Charte d'audit interne selon les Normes IIA 2024, l'approbation du plan stratégique d'audit interne 2026–2028 et la préparation à

l'évaluation externe de la qualité (EQA) de la fonction d'audit interne, accompagnant l'adoption des nouvelles normes d'audit interne 2024.

Les audits réalisés ont permis de couvrir les risques les plus critiques pour l'organisation : gouvernance du système d'information, processus RH, paiements et projets à forte visibilité.

Plus spécifiquement, ces travaux ont contribué à consolider la gestion des risques, à travers le renforcement des dispositifs de contrôle interne relatifs aux subventions et à la gestion des équipements, tout en mettant en évidence des points de vigilance concernant la gouvernance des systèmes d'information et la gestion des départs et d'arrivées des agents.

Par ailleurs, les actions menées ont favorisé le développement d'une culture d'intégrité et de contrôle interne, grâce à la formation de 55 agents, à une meilleure appropriation des mécanismes de contrôle interne et à la participation de la COI à des initiatives de "Peer learning" soutenues par le Fonds vert pour le climat, renforçant ainsi l'impact stratégique de la fonction d'audit interne en matière d'intégrité.

Cependant, ces travaux ont également mis en évidence un constat essentiel : si la COI dispose de cadres et de politiques pertinents, leur traduction opérationnelle demeure partielle.

Les principales faiblesses concernent :

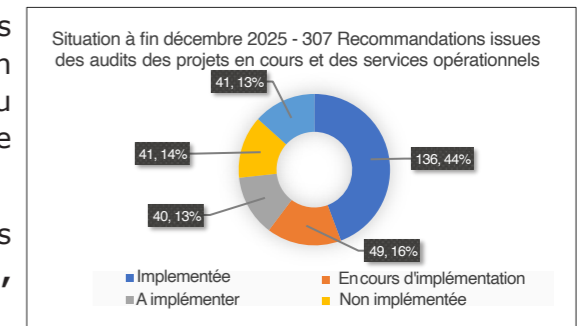
- la formalisation des procédures IT et de cybersécurité,
- la clôture financière,
- et le suivi de la performance des projets.

Le message clé de 2025 est donc clair : **le risque aujourd'hui n'est plus l'absence de règles, mais leur mise en œuvre effective.**

## ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS

Le suivi de la mise en œuvre des recommandations fait ressortir une progression significative des actions mises en œuvre ou clôturées, traduisant ainsi une dynamique positive au sein des services.

À fin décembre 2025, le taux de recommandations implémentées et clôturées s'établit à **57%**, correspondant à **177 recommandations**.



- **Recommandations implémentées** : mise en œuvre a été entièrement réalisée et dûment documentée : **136 soit 44% des recommandations** ;

- **Recommandations partiellement implémentées** : mise en œuvre effectuée partiellement avec une documentation attestant des progrès réalisés : **41 soit 13% des recommandations** ;

- **Recommandations en cours d'implémentation** : des actions sont en cours, mais sans documentation complète attestant de leur mise en œuvre : **49 soit 16% des recommandations** ;

- **Recommandations à implémenter** : leur mise en œuvre n'a pas encore commencé : **40 soit 13% des recommandations** ;

- **Recommandations non implémentée/clôturées** : soit parce qu'elles n'ont pas été acceptées, soit, sont devenues obsolètes ou ne sont plus applicables : **41 soit 14% des recommandations**.

# GESTION DES RISQUES, CONFORMITÉ, PROTECTION DES DONNÉES ET SYSTÈMES D'INFORMATION

En 2025, la COI a poursuivi la consolidation d'une fonction intégrée de gestion des risques, de conformité, de protection des données à caractère personnel et de gouvernance des systèmes d'information, conçue comme deuxième ligne de défense et comme pilier de la modernisation institutionnelle.

Dans un contexte international marqué par l'intensification des risques globaux, notamment les sanctions, les exigences accrues d'intégrité, les vulnérabilités numériques et les pressions sur la continuité des services publics, cette fonction joue un rôle essentiel. Elle permet à la COI d'agir avec discernement, crédibilité et responsabilité, tout en sécurisant les projets et programmes mis en œuvre au bénéfice des États membres et des populations de l'Indianocéanie.



## GESTION DES RISQUES

L'année 2025 a marqué l'atteinte d'un cycle complet de gestion des risques, reposant sur une actualisation continue du registre des risques, menée en étroite collaboration avec la Direction, les Domaines d'Intervention (DI) à travers leurs projets, ainsi que les services. Cette démarche permet désormais une lecture à la fois stratégique et opérationnelle des risques, directement intégrée aux processus de décision.

Les risques les plus critiques ont fait l'objet d'un suivi renforcé au sein du Comité d'Audit et des Risques (CAR)\*, à travers des dispositifs de reporting réguliers et la mise en œuvre de mesures de mitigation ciblées. Ce travail a permis de traiter et de réduire les principaux risques institutionnels, renforçant la capacité de la COI à anticiper les chocs, à arbitrer en situation d'incertitude et à préserver la continuité de son action.

Si une actualisation globale de l'ensemble des risques organisationnels est prévue en 2026, les travaux menés en 2025 ont volontairement privilégié une approche pragmatique et différenciée, axée sur l'accompagnement des projets et des services, afin d'ancrer durablement une culture du risque fondée sur la responsabilité et la compréhension des enjeux, plutôt que sur une logique purement procédurale.

\* voir page 77 pour Audit interne



## CONFORMITÉ, INTÉGRITÉ ET DUE DILIGENCE

Dans un environnement international caractérisé par le durcissement des régimes de sanctions, le renforcement des dispositifs de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LAB/FT), la prévention des pratiques prohibées et l'exigence accrue de transparence, la COI a poursuivi en 2025 le renforcement de ses dispositifs de conformité et de diligence raisonnable.

Les processus ont été structurés, sécurisés et progressivement automatisés, tout en étant complétés par un exercice de remédiation approfondi, garantissant leur robustesse et leur adéquation aux exigences des partenaires techniques et financiers.

En tant qu'entité accréditée auprès du Fonds vert pour le climat (FVC), la COI a travaillé en étroite collaboration avec l'*Independent Integrity Unit*<sup>1</sup> et l'*Independent Redress Mechanism*<sup>2</sup> du FVC. Les formations suivies en matière d'intégrité, de mécanismes de gestion des plaintes<sup>3</sup> et de médiation ont renforcé la capacité institutionnelle à prévenir, détecter et traiter les situations sensibles.

Ces acquis ont permis à l'unité gestion des risques et conformité (GRC), en collaboration avec le service d'audit interne, de déployer une approche de démultiplication des compétences, fondée sur la formation en cascade et le partage d'expertise en interne. Cette dynamique de co-construction avec les bailleurs, incluant le développement conjoint de contenus et des échanges entre pairs, contribue à une appropriation durable des exigences d'intégrité par l'ensemble de l'organisation.



## PROTECTION DES DONNÉES

En 2025, la COI a poursuivi la structuration de son dispositif de protection des données à caractère personnel, notamment à travers le déploiement d'une directive interne dédiée. Celle-ci complète le cadre existant en matière de conformité, en particulier concernant la gestion des violations, la traçabilité et la responsabilité.

Dans un contexte de numérisation croissante des activités, ces travaux visent à protéger les droits des personnes, à renforcer la confiance des bénéficiaires et des partenaires, et à accompagner les services dans l'intégration progressive de ces exigences dans leurs pratiques quotidiennes.

<sup>1</sup> (IIU, Unité d'intégrité indépendante)

<sup>2</sup> (IRM, Mécanisme indépendant de traitement des plaintes)

<sup>3</sup> (GRM, grievance redress mechanisms)



## AUDIT, ACCRÉDITATION ET AMÉLIORATION CONTINUE

Un audit à blanc des piliers d'accréditation a été réalisé, mettant en évidence des progrès tangibles en matière de gestion des risques, de conformité et de protection des données. Les actions de remédiation identifiées sont en cours de mise en œuvre, dans une logique d'amélioration continue et de préparation maîtrisée aux audits finaux à venir.



## SYSTÈMES D'INFORMATION

L'année 2025 a également été marquée par une mise à niveau significative des systèmes d'information, couvrant les infrastructures, les applications, les cadres de gouvernance et les pratiques de cybersécurité. La COI a été accompagnée par Harel Mallac Technologies à travers des audits, tests d'intrusion, diagnostics de sécurité et un accompagnement stratégique visant l'alignement avec les standards internationaux.

Ces travaux constituent le socle de la stratégie des systèmes d'information 2026-2030, orientée vers la continuité des activités, la planification de la reprise après sinistre, la résilience numérique et l'intégration progressive des innovations technologiques, y compris l'intelligence artificielle, au service de la performance institutionnelle.

L'articulation des portefeuilles gestion des risques et conformité, protection des données et systèmes d'information répond à une conviction simple selon laquelle une gouvernance solide est une condition préalable à l'impact réel sur les populations. En sécurisant les projets, en renforçant la fiabilité des systèmes et en protégeant l'intégrité de l'action publique, la COI se donne les moyens de servir durablement les États membres et les communautés de l'Indianocéanie.

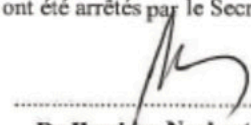
Après plus de quarante-deux années d'engagement régional, cette approche traduit une volonté claire de conjuguer héritage institutionnel et modernité, afin de bâtir une organisation résiliente, responsable et tournée vers l'avenir, capable d'anticiper les défis contemporains et de continuer à agir là où les besoins sont les plus réels.

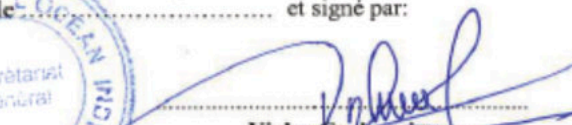
## BUDGETS ET FINANCES

### ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE POUR LA PÉRIODE 2024-2025

	Note	31 Décembre 2025 EUR	31 Décembre 2024 EUR
<b>Actif</b>			
<b>Non-courants</b>			
Immobilisations corporelles	9	78,308	47,437
<b>Total actifs non-courants</b>		<b>78,308</b>	<b>47,437</b>
<b>Courants</b>			
Créances d'exploitation	10	204,441	170,830
Trésorerie et soldes bancaires	11	1,904,032	1,320,351
<b>Total actifs courants</b>		<b>2,108,473</b>	<b>1,491,181</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>2,186,781</b>	<b>1,538,618</b>
<b>Capitaux propres et passifs</b>			
<b>Capitaux propres</b>			
Réserves		645,987	488,685
Réserves de réévaluation		-	-
<b>Capitaux propres</b>		<b>645,987</b>	<b>488,685</b>
<b>Passif</b>			
<b>Non-courants</b>			
Provisions sur indemnités de fin de contrat	12	654,219	317,534
Provisions sur dépenses budgétaires	12	180,000	185,000
Dépenses inéligibles dues à la Délégation de l'Union Européenne	14	480,484	417,862
<b>Total passif non-courants</b>		<b>1,314,703</b>	<b>920,396</b>
<b>Courants</b>			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13	226,091	129,537
<b>Total passifs courants</b>		<b>226,091</b>	<b>129,537</b>
<b>Total du passif</b>		<b>1,540,794</b>	<b>1,049,933</b>
<b>Total des capitaux propres et du passif</b>		<b>2,186,781</b>	<b>1,538,618</b>

Ces comptes ont été arrêtés par le Secrétariat général le 07 MAY 2025 et signé par:

  
Dr Ibrahim Norbert Richard  
Secrétaire Général

  
Vicky Cushmanjee  
Chef du Service Budget et Finance



États financiers annuels audités et certifiés conformes par le cabinet d'audit externe qui conclut à "une image fidèle de la situation financière de l'organisation".

## ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (2023-2025)

	2025			2024	2023
	ACTUAL	BUDGET	ÉCART		
	EUR	EUR	EUR	EUR	EUR
CONTRIBUTIONS DES ÉTATS MEMBRES & UE	1,855,060	1,855,060	-	1,691,226	1,681,877
AUTRES PRODUITS	458,799	301,500	-157,299	520,751	457,790
TOTAL DES REVENUS	2,313,859	2,156,560	-157,299	2,211,977	2,139,667
DÉPENSES BUDGÉTAIRE	2,161,943	2,310,860	148,917	1,928,075	1,718,948
AUTRES DÉPENSES	93,974	-		73,202	125,288
TOTAL DES DÉPENSES	2,255,917	2,310,860	148,917	2,001,277	1,844,236
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	57,943	-154,300	-306,216	210,700	295,431
FRAIS FINANCIERS	-	-	-	-	-
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	57,943	-154,300	-306,216	210,700	295,431
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL APRÈS IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	-	-		-	-
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL DE L'EXERCICE	57,943	-154,300	-306,216	210,700	295,431

### DÉPENSES DE LA COI DANS LES ÉTATS MEMBRES

Les tableaux qui suivent présentent les dépenses effectuées par la COI au profit de ses États membres ou d'autres pays couverts par les programmes qu'elle met en œuvre. Ces dépenses donnent une vision parcellaire et comptable des retombées de la COI dans les États membres. Il s'agit ici de dépenses effectuées pour des équipements, des prises en charge, des expertises, des ateliers ou conférences, des formations, des subventions, entre autres. (voir page suivante)

## RETOMBÉES PAR PAYS PROJETS EN COURS - 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2025

en EURO

Projet	Comores	France / La Réunion	Madagascar	Maurice	Seychelles	Autres pays
COI	110,583.83	130,706.33	472,631.09	960,746.63	113,159.77	
<b>TOTAL EN EUR</b>	<b>110,583.83</b>	<b>130,706.33</b>	<b>472,631.09</b>	<b>960,746.63</b>	<b>113,159.77</b>	<b>-</b>
<b>UNION EUROPÉENNE</b>						
Projet	Comores	France / La Réunion	Madagascar	Maurice	Seychelles	Autres pays
FED - PORT SECURITY	11,646.81	6,515.34	8,838.32	153,673.83	6,840.90	213,642.90
FED - RDRM	66,657.14	5,170.00	130,128.08	2,870.20	138,566.58	
FED COI HORIZON 2030	53,144.62	72,454.76	152,623.57	278,796.87	24,432.08	21,148.45
FED - SSA	176,328.61	77,515.05	419,775.55	492,510.68	232,425.35	569,758.59
<b>TOTAL EN EUR</b>	<b>307,777.18</b>	<b>161,655.15</b>	<b>711,365.52</b>	<b>927,851.58</b>	<b>402,264.91</b>	<b>804,549.94</b>
<b>AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT / FONDS FRANÇAIS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL</b>						
Projet	Comores	France / La Réunion	Madagascar	Maurice	Seychelles	Autres pays
AFD - RECOS	337,747.37	78,712.13	881,364.06	282,825.36	85,474.48	588,756.40
AFD - GPS	143,777.11	21,644.55	250,091.43	151,452.35	26,537.30	331,405.79
AFD - EXPLOI	147,719.79	686,953.62	299,870.89	269,347.96	107,357.32	166,805.84
AFD - ICC	31,644.58	32,958.86	205,549.03	267,979.03	24,489.53	568,363.38
AFD - HYDROMET AFD	4,200.00	-	-	185.77	5,727.27	
AFD - HYDROMET UE	-	-	-	4,028.48		-
AFD - HYDROMET GCF	62,059.40	3,108.21	13,959.83	111,660.76	12,791.75	280,738.21
AFD - FAPS 3	-	-	-	-	-	-
AFD - SSIIP	67,049.74	22,566.40	334,963.63	315,586.78	18,100.67	-
<b>TOTAL EN EUR</b>	<b>794,197.99</b>	<b>845,943.77</b>	<b>1,985,798.87</b>	<b>1,403,066.49</b>	<b>280,478.32</b>	<b>1,936,069.62</b>
<b>University of Alicante - Espagne (ERASMUS + Programme de l'Union européenne)</b>						
Projet	Comores	France / La Réunion	Madagascar	Maurice	Seychelles	Autres pays
HEI-Blue						
<b>TOTAL EN EUR</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>BANQUE MONDIALE</b>						
Projet	Comores	France / La Réunion	Madagascar	Maurice	Seychelles	Autres pays
BM - SWIOFISH 5 (Total en USD)	18,569.28	2,142.36	123,123.20	159,679.19	11,796.82	146,297.11
<b>TOTAL EN EUR</b>	<b>15,598.20</b>	<b>1,799.58</b>	<b>103,423.49</b>	<b>134,130.52</b>	<b>9,909.33</b>	<b>122,889.57</b>
<b>FONDS VERT POUR LE CLIMAT</b>						
Projet	Comores	France / La Réunion	Madagascar	Maurice	Seychelles	Autres pays
Readiness and Preparatory Support Programme	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL EN EUR</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>PNUD</b>						
Projet	Comores	France / La Réunion	Madagascar	Maurice	Seychelles	Autres pays
Implementation of Indian Ocean Islands - Regional	11,960.05	16,790.84	2,379.31	29,836.74	12,465.95	19,604.84
<b>TOTAL EN EUR</b>	<b>11,960.05</b>	<b>16,790.84</b>	<b>2,379.31</b>	<b>29,836.74</b>	<b>12,465.95</b>	<b>19,604.84</b>
<b>GRAND TOTAL en EUR</b>	<b>1,228,157.20</b>	<b>1,140,104.83</b>	<b>3,273,218.97</b>	<b>3,425,795.22</b>	<b>805,812.33</b>	<b>2,863,509.14</b>

Notes: 1 USD = 0,84 EUR

Autres pays : comprend les dépenses effectuées dans les pays bénéficiaires hors États membres de la COI ainsi que les contrats d'Assistance Technique internationale

## RETOMBÉES PAR PAYS

### PROJETS CLÔTURÉS EN 2025 – POUR LA PÉRIODE COMPLÈTE DU PROJET

en EURO

UNION EUROPÉENNE							
Projet	Budget de la convention géré par la COI	Comores	France / La Réunion	Madagascar	Maurice	Seychelles	Autres pays
FED - ECOFISH		716,162.59	500,225.52	1,024,639.16	2,864,029.64	567,781.64	3,357,353.85
<b>TOTAL EN EUR</b>		<b>716,162.59</b>	<b>500,225.52</b>	<b>1,024,639.16</b>	<b>2,864,029.64</b>	<b>567,781.64</b>	<b>3,357,353.85</b>

ORGANISATION DES ÉTATS ACP							
Projet		Comores	France / La Réunion	Madagascar	Maurice	Seychelles	Autres pays
OACP - FED - TWENEX		454,649.04	309,089.84	439,454.93	724,330.36	114,318.32	87,719.86
<b>TOTAL EN EUR</b>		<b>454,649.04</b>	<b>309,089.84</b>	<b>439,454.93</b>	<b>724,330.36</b>	<b>114,318.32</b>	<b>87,719.86</b>

AGENCE FRANCAISE DE DÉVELOPPEMENT / FONDS FRANCAIS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL							
Projet		Comores	France / La Réunion	Madagascar	Maurice	Seychelles	Autres pays
AFD - RSIE 3		3,109,743.47	769,363.12	3,306,345.24	2,432,180.55	1,126,792.42	721,954.00
<b>TOTAL EN EUR</b>		<b>3,109,743.47</b>	<b>769,363.12</b>	<b>3,306,345.24</b>	<b>2,432,180.55</b>	<b>1,126,792.42</b>	<b>721,954.00</b>

<b>GRAND TOTAL en EUR</b>		<b>4,280,555.10</b>	<b>1,578,678.48</b>	<b>4,770,439.33</b>	<b>6,020,540.55</b>	<b>1,808,892.37</b>	<b>4,167,027.71</b>
---------------------------	--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------

Notes: 1 USD = 0,91 EUR

Autres pays : comprend les dépenses effectuées dans les pays bénéficiaires hors États membres de la COI ainsi que les contrats d'Assistance Technique internationale

## PASSATION DE MARCHÉ

Le service des Marchés et Contrats (SMC) appuie le Secrétariat général de la COI et ses projets dans la mise en œuvre des activités de passation de marchés.

### SYNTHÈSE DES MARCHÉS PASSÉS PAR LA COI ET SES PROJETS

#### 1<sup>ER</sup> JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2025

PROJETS	Bailleurs	Consultants		Fournitures		Subventions		TOTAL (EUR)	%
		Nombre	Montant (Eur)	Nombre	Montant (Eur)	Nombre	Montant (Eur)		
1 COI	Pays Membres	67	57,463.39	70	31,996.30	0	-	89,459.69	1.23
2 ECOFISH	UE	69	542,600.00	11	98,067.65	0	-	640,667.65	8.81
3 EXPLOI	AFD	27	91,631.75	18	77,017.55	0	-	168,649.30	2.32
4 GPS	AFD	4	20,980.73	17	79,158.03	4	300,000.00	400,138.76	5.50
5 HORIZON-2030	AFD/UE	73	206,938.56	2	13,647.77	0	-	220,586.33	3.03
6 HYDROMET	AFD/UE/FVC	21	1,209,279.72	1	1,362,966.50	0	-	2,572,246.22	35.39
7 ICC	AFD	78	593,308.64	16	13,407.26	42	369,830.00	976,545.90	13.43
8 SSA	UE	46	377,826.24	21	22,807.31	0	-	400,633.55	5.51
9 PSP	UE	16	46,759.83	5	9,543.50	0	-	56,303.33	0.77
10 RDRM	UE	14	57,989.52	18	970,221.00	0	-	1,028,210.52	14.15
11 RECOS	AFD	42	573,715.35	11	17,198.58	0	-	590,913.93	8.13
12 Tweenex	UE	2	16,450.00	0	-	0	-	16,450.00	0.23
13 Swiofish-5	BM	16	64,115.01	0	-	0	-	64,115.01	0.88
14 SSIP	AFD	7	21,696.00	4	22,127.00	0	-	43,823.00	0.60
		<b>482</b>	<b>3,880,754.74</b>	<b>194</b>	<b>2,718,158.45</b>	<b>46</b>	<b>669,830.00</b>	<b>7,268,743.19</b>	<b>100.00</b>

### EN BREF

La COI a passé **722 marchés pour un montant total de 7.268.743,19 EUR au cours de l'année 2025** se catégorisant comme suit :

- **482 marchés de Consultants/Services**, pour un montant total de **3.880.754,74 EUR.**
- **194 marchés de Fournitures**, pour un montant total de **2.718.158,45 EUR.**
- **46 marchés de Subvention**, pour un montant total de **669.830 EUR.**

### LE SAVIEZ VOUS ?

Le SMC de la COI a passé en moyenne 2,73 marchés par jour ouvré durant l'année 2025.

En termes monétaire, la valeur des marchés passés par le projet HYDROMET représente plus d'un tiers des marchés passés par la COI au cours de l'année 2025.

# REMERCIEMENTS

Les initiatives présentées dans ce rapport témoignent d'une conviction partagée : les défis de l'Indianocéanie se relèvent collectivement

La Commission de l'océan Indien remercie chaleureusement ses États membres, ses partenaires techniques et financiers, ainsi que les nombreuses institutions, experts et organisations qui contribuent chaque jour à faire avancer la coopération régionale.

Elle souhaite également saluer l'engagement et le professionnalisme de l'ensemble de ses équipes, dont le travail constant permet de transformer les priorités régionales en actions concrètes au bénéfice des populations de l'Indianocéanie.

# GLOSSAIRE

ACRONYMES	DÉFINITIONS
AA-AO-OI	Afrique australe – Afrique orientale – océan Indien
AFD	Agence française de développement
CAR	Comité d'audit et de risque
CDC-OH-IO	Centre de contrôle et de prévention des maladies – One Health de l'océan Indien
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
COI	Commission de l'océan Indien
COMESA	Marché commun d'Afrique orientale et australe
COP	Conférence des Parties
CPSOOI	Commission des pêches du Sud-Ouest de l'océan Indien
CRCO	Centre régional de coordination opérationnelle
CRFIM	Centre régional de fusion de l'information maritime
DVSSER	Direction de la veille sanitaire, de la surveillance épidémiologique et riposte
ENFA-OI	Entrepreneuriat et facilitation des affaires dans l'océan Indien
ExpLOI	Expédition plastique océan Indien
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FETP	Field Epidemiology Training Program
FVC	Fonds vert pour le climat
GCF	Green Climate Fund
GIZC	Gestion intégrée des zones côtières
GPS	Projet Gouvernance, paix et stabilité
ICC	Industries culturelles et créatives
IFDD	Institut de la francophonie pour le développement durable
INN	Illicite, non déclarée, non réglementée
IRD	Institut de recherche pour le développement

ACRONYMES	DÉFINITIONS
MASE	Programme de Sécurité maritime
OI	océan Indien
OIF	Organisation internationale de la Francophonie
OMI	Organisation maritime internationale
OMM	Organisation mondiale de la météorologie
PAREB	Plan d'action régional de l'économie bleue
PRJIO	Parlement régional des jeunes de l'Indianocéanie
PRSP	Plan régional de surveillance des pêches
PSP	Sécurité portuaire et sûreté en mer
RDRM	programme de renforcement de la résilience et de gestion des réponses aux catastrophes dans l'océan Indien
RECOS	Résilience des écosystèmes côtiers du Sud-Ouest de l'océan Indien
SANOI	Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle
SEGA	Réseau de Surveillance Épidémiologique et de Gestion des Alertes
SWIOCOF	South-West Indian Ocean Climate Outlook Forum
TICAD	Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique
TWENex	Transformation du secteur des déchets vers un lien déchets-énergie dans la région du sud-ouest de l'océan Indien
UE	Union européenne
UNDRR	Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes
UNOC	Conférence des Nations unies pour l'océan
UNODC	Office des Nations unies contre la drogue et le crime
WIOMSA	Association des sciences marines du Sud-Ouest de l'océan Indien

**COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN**

Blue Tower – 3<sup>ème</sup> étage | rue de l'Institut, Ébène | Maurice

T : (+230) 402 61 00

[secretariat@coi-ioc.org](mailto:secretariat@coi-ioc.org) | [commissionoceanindien.org](http://commissionoceanindien.org)

